

ROUS

hebdomadaire de la ligue communiste

pas
de trêve
dans
le soutien
aux
combattants
indochinois



grande bretagne

l'offensive ouvrière

Il est devenu clair que depuis mai 68, le rassemblement a été sonné dans les rangs de la classe ouvrière européenne pour enfin reprendre le combat contre le système capitaliste qui fut bloqué ou même interdit par les directions stalinienne et social-démocrates. Après mai 68, les verrous ont commencé à craquer. Presque tous les pays de l'Europe capitaliste occidentale ont été secoués par des grèves, des luttes dures. Le cas de la Grande Bretagne au cours des derniers mois et surtout au cours des semaines qui viennent de s'écouler, est caractéristique de cette ère nouvelle de combats ouvriers anti-capitalistes.

Le contexte de la grève

Les secteurs principaux de la classe ouvrière britannique se sont relayés sans cesse, durant la demi-année passée : ouvriers et employés des postes et télécommunications, mineurs du charbon, ceux des chantiers navals d'Ecosse. Le système capitaliste est en crise en Grande Bretagne ; il doit vite se réorganiser, se rationaliser, assurer ses marges de profits pour investir et se rénover afin de pouvoir affronter une concurrence internationale sans merci et tailler sa place dans le Marché Commun auquel il vient de s'intégrer. La bourgeoisie britannique doit opérer ces transformations sans permettre à la classe ouvrière de réagir, de s'opposer par la grève et par l'action directe à des mesures dont elle doit faire les frais comme dans n'importe quel autre pays d'Europe Occidentale. Pour cela le patronat britannique a fait adopter en décembre 71 une loi par le Parlement qui vise à limiter le droit de grève. Cette loi porte le joli nom de « Loi sur les Relations Industrielles ». A cette loi, le gouvernement veut adjoindre une politique des revenus, autrement dit veut utiliser les syndicats dans sa politique de blocage des salaires, qui réclame elle-même la limitation des ripostes de la classe ouvrière. L'affaire est claire, et le climat aussi !

Les raisons de la grève

Parce que cinq dockers refusèrent la semaine passée de travailler dans des conditions qu'ils jugeaient inacceptables, ils furent jetés en prison pour mépris (!) de cette loi Carr sur les « relations industrielles ».

Alors la majorité des 42 000 dockers britanniques s'est solidarisée avec les cinq emprisonnés. Alors tout a commencé à partir. La classe ouvrière britannique a fourni une démonstration d'une riposte et d'une solidarité prolétarienne exemplaires. La presse bourgeoise comme la

presse stalinienne se sont bien gardées de rendre compte du mouvement qui s'est développé.

Le mouvement de solidarité a débordé le cadre des dockers pour impliquer les ouvriers et employés d'autres secteurs de l'industrie dans un mouvement de grève en solidarité avec les emprisonnés.

L'explosion de solidarité ouvrière

Mardi 25 juillet, ils étaient 12 000 qui manifestaient en se dirigeant sur la prison de Pentonville où étaient incarcérés les cinq dockers. Après des affrontements avec la police, les manifestants convainquaient les conducteurs de deux bus londoniens et un conducteur d'un gros camion de leur laisser leurs véhicules pour barricader les accès à la prison qu'ils déclaraient zone interdite.

L'idée de la grève générale circule à grande vitesse, aussi vite que les débrayages de solidarité. Mercredi 26 juillet, c'est plus de 300 000 grévistes qui entrent en action. Ainsi, les transports sont bloqués à Londres, le métro, les bus. 19 puits des mines de charbon du Pays de Galles sont en grève, en même temps qu'une très grande usine d'acier de Port Albot. A côté de Birmingham, la deuxième usine de camions de Grande Bretagne (British Leyland) est arrêtée. Les ports sont paralysés, les journaux ne sortent plus. Les ouvriers d'une imprimerie décident d'occuper les ateliers et de faire fonctionner les machines pour sortir affiches et matériel de soutien au mouvement de grève et aux emprisonnés !

Les ouvriers de l'industrie automobile en vacances qui doivent reprendre le travail le 31 juillet ajoutent à la menace montante de grève générale : leurs représentants, les shop stewards, font savoir qu'ils sont pour la mise en grève immédiatement.

Les dockers des principaux ports de la Manche refusent de charger ou décharger les navires britanniques par solidarité.

Cette irruption brusque et magnifique de l'initiative des ouvriers britanniques qui manifeste le renouveau du potentiel de combat de la classe ouvrière, s'est faite spontanément, en dehors du contrôle des directions syndicales corrompues, totalement débordées et surprises par la force et l'ampleur du mouvement de solidarité qui débordaient le cadre élémentaire de solidarité pour se transformer en une offensive générale contre le gouvernement.

Le mercredi 26 juillet, la direction générale des syndicats britanniques (le Trade Union Congress : le TUC) commençait à reprendre à son compte le mot d'ordre de grève générale. La date

arrêtée était le lundi 31 juillet. Le Comité exécutif du syndicat de la métallurgie (3 millions d'adhérents) se prononçait mercredi en faveur de la grève générale.

Les militants de l'International Marxist Group (section britannique de la Quatrième Internationale) entrèrent dans la lutte en proposant la formation de Comités d'action, de comités de soutien ; ils se prononcèrent pour la convocation d'une Conférence nationale des représentants des grévistes conformément au caractère offensif de la grève ; ils appelèrent à la constitution d'un Front Unique des organisations révolutionnaires.

La retombée du mouvement

Ce mouvement n'était uni que sur un point : la libération des dockers emprisonnés. Cette libération étant acquise, le mouvement est retombé. Pour cela le gouvernement britannique a manœuvré astucieusement. Il ne pouvait s'engager dans un affrontement avec une classe ouvrière décidée à faire des cinq emprisonnés un cas concernant l'ensemble de la classe ouvrière. Il ne pouvait perdre la face non plus. L'astuce consistait à faire désigner les syndicats comme étant responsables de l'activité de leurs membres, ce qui permettait de libérer les dockers, de désamorcer le mouvement de solidarité. Du coup la direction du TUC annulait son mot d'ordre de grève générale pour le 31 juillet.

Cette interprétation patronale de la loi sur « les relations industrielles » met les directions syndicales au pied du mur : ou elles s'engagent dans une campagne offensive contre cette loi et le gouvernement, ou elles excluent les militants actifs et combattifs. Tel est le choix désormais.

Depuis 1926, la classe ouvrière britannique ne s'était pas trouvée en position de paralyser le capitalisme par la grève. L'énormité et la rapidité du mouvement de solidarité démontrent le potentiel considérable de riposte aux mesures répressives du capital dont dispose la classe ouvrière. Cette force doit s'exprimer face à la tendance généralisée des gouvernements de l'Europe capitaliste à instituer des Etats forts, à surdévelopper leur appareil de répression et leurs lois multiples issues de Parlement aux ordres. C'est contre cette réalité capitaliste nouvelle que le potentiel de combat et l'esprit de lutte des ouvriers doivent être redéveloppés. La grève de solidarité des ouvriers britanniques a ouvert une étape nouvelle sur cette voie.

Gérard Vergeat
Le 27 juillet 72



Je désire prendre contact avec la LIGUE COMMUNISTE
(section française de la IVème Internationale)

Nom
Adresse
Profession
Age
Lieu de travail

rouge hebdomadaire de la ligue communiste

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION :
Charles Michaloux

DIRECTEUR DE LA REDACTION :
Henri Weber

SECRETARIAT DE REDACTION :
J.P. Beauvais, Michel Lenoir, Charles Michaloux, Philippe Sabathé, Michel Thomas, Christiane Tillier, Gérard Vergeat, Henri Weber, Alain Krivine.

COMITE DE REDACTION :
Michel Beauchamp, Daniel Bensaïd, Alain Bertrand, Yves Clément, J. Fompeyre, C. Gabriel, Nicolas Hach, Joseph Krasny, Eric Laurent, Anne-Marie Lespinasse, Felix Lourson, Camille Paulet, Luis Rafaël, Pierre Rodolphe.

MAQUETTE ET ILLUSTRATION :
Mesen, Piotr, l'Helgouach, Claude

10 impasse Guéménée Paris (4) tel 272 68 82 ou 88 96
impression : S.A.I.E. Moriamé, 61 fg Poissonnière Paris (9)

les articles signés n'engagent pas nécessairement le point de vue de l'organisation

états/unis

mac govern homme de gauche ?

● Ah ! Le beau progressiste que voilà ! Du « Nouvel-Observateur » à l'« Express », on s'extasie à qui mieux-mieux. Une nouvelle étoile brille au firmament politique américain : le sénateur George Mc Govern, désormais candidat démocrate à la présidence. Mc Govern, l'homme qui arrêtera la guerre, le candidat de la paix, révolutionnant le parti démocrate sclérosé et bouleversant ses notables, s'appêtant à une révolution non-violente au sein même de la citadelle impérialiste.

Ce n'est pas la première fois qu'un candidat aux élections présidentielles fait profession de pacifisme et de « libéralisme » pour s'avérer ensuite le fidèle serviteur du grand Capital. John F. Kennedy a tenu ce rôle mais s'est empressé de lancer l'invasion manquée de la Baie des Cochons contre Cuba et d'expédier des troupes au Vietnam. Lyndon Johnson fit campagne contre le bellicisme de Barry Goldwater mais expédia 500 000 hommes de troupes au Vietnam et bombardait le Nord Vietnam. Nixon promit en 1968 de mettre fin à la guerre du Vietnam : il l'a étendue à l'Indochine toute entière et a repris le matraquage du Nord Vietnam par l'aviation.

Le paravent des professions de foi cache une longue pratique de menteur professionnel. La biographie succincte que nous publions ci-après, fruit de l'enquête menée par nos camarades américains du Socialist Workers Party, le prouve. Les pas en arrière que Mc Govern, ce politicien aux dents longues, fait aujourd'hui par rapport à ses déclarations antérieures, sont tout aussi probants. Durant la campagne des élections primaires, sa position était le retrait de toute troupe américaine d'Indochine, 90 jours après l'investiture. Aujourd'hui il affirme le maintien de forces U.S. en Thaïlande aussi longtemps que resteront des prisonniers américains au Nord Vietnam.

Devant l'écoeurement grandissant de la jeunesse face à la politique identique des deux grands partis bourgeois américains, il fallait lancer dans l'arène un homme nouveau qui leur rendra confiance dans les formations pourries. Mc Govern est chargé de canaliser le mécontentement des jeunes électeurs au bénéfice du système en place. Il pourra faire des concessions, mais il est et restera l'homme d'une partie de la bourgeoisie américaine. Aux militants du mouvement anti-guerre, aux jeunes, aux femmes, qui tombent sous l'illusion de sa campagne, il dit en fait : « Attendez que je sois élu. Vous verrez après ». D'actifs militants contre la guerre impérialiste en Indochine, il tente de faire des agents électoraux, se refusant à toute manifestation dès aujourd'hui contre l'escalade et le bombardement des digues. C'est cela que dénoncent nos deux camarades du S.W.P., Linda Jenness et Andrew Pulley, dans la bataille qu'ils mènent de la tribune des élections, respectivement comme candidats à la présidence et à la vice-présidence.

Nous reviendrons, dans nos numéros de septembre, sur la campagne de nos camarades du SWP.



D.R.

« Attendez
que je sois élu.
Vous verrez
après »

Candidat de « Paix » ?

Certes, Mc Govern estime qu'il faut liquider l'abcès vietnamien. Mais le même homme a voté les crédits ordinaires et extraordinaires destinés à financer la guerre du Vietnam en 1967, 1968 et 1969. Il a affirmé avoir été dupé par Johnson en 1964 lorsqu'il vota en faveur de la résolution du Golfe de Tonkin, base légale de l'escalade au Nord en février 1965. Mais trois ans plus tard — en 1967 — il votait contre l'abrogation de la résolution. Cet homme dénonce le secret qui entoure la politique gouvernementale. Mais en janvier 1971 — le mois au cours duquel sa candidature en tant qu'homme de la « paix » fut officiellement déclarée — il refusait d'accéder à la demande de Daniel Ellsberg qui lui proposait de rendre publics les Papiers du Pentagone en sa possession.

Anti-impérialiste ?

Voici ce qu'il déclarait au sujet de la question palestinienne à « Playboy » en août 1971 : « Le Moyen Orient est plus important que le Vietnam (...). Les principales préoccupations d'Israël consistent à s'assurer des frontières défendables et à faire reconnaître son droit à l'existence par les Etats arabes (...) Israël est le seul Etat libre que nous ayons au Moyen Orient ». Le 29 avril 1971, il dénonçait à Washington les étudiants d'origine juive qui soutenaient la résistance palestinienne.

Progressiste ?

Il a voté en 1970 la loi sur la stabilisation économique qui a accordé à Nixon les pouvoirs requis pour imposer le blocage des salaires : « Une forme quelconque de restriction des salaires et des prix, en tant que partie d'une politique globale intelligente serait (...) acceptable » (Congressional Record, 10 nov. 1971). Mais : « Le blocage des profits est absolument inadéquat » (idem). En 1965, il votait contre une proposition de loi permettant l'abrogation de la clause 14 B de la loi Taft-Hartley interdisant de réserver l'embauche aux syndiqués. En 1967, il vota par deux fois pour la prolongation pendant 60 jours de l'interdiction signifiée aux travailleurs du rail de faire grève. Au cours de la même année, il s'opposait à l'accroissement de 20 % des prestations de la sécurité sociale.

Ami des Noirs ?

En 1968, 1969 et 1970 Mc Govern vota pour des budgets accrus de la police permettant une répression plus efficace des émeutes raciales et étendant ses pouvoirs. Il a appuyé un amendement à la législation pénale interdisant pendant 5 ans tout emploi dans l'administration fédérale à tous les participants aux révoltes noires. Il a voté en 1968 pour l'amendement qui qualifiait de délit fédéral le fait de se déplacer d'un Etat à l'autre pour « provoquer » des émeutes (disposition qui a permis d'emprisonner Rap Brown). Il a déclaré au New York Times (12 oct. 1971) son soutien à la nomination du leader notoire du Ku-Klux-Klan, Robert Byrd, à la Cour Suprême (mais devant la réaction qu'a suscitée cette prise de position, il se rétracta dès le lendemain). Il n'a évidemment pas appelé à libérer Angela Davis ni exigé d'enquête sur l'assassinat de George Jackson.

Complice de l'oppression des Peaux-Rouges

Mc Govern a été Président de la sous-commission du Sénat chargée des Affaires indiennes. Il n'a proposé aucune mesure en faveur de la minorité qu'il était censé protéger et il l'avoue : « Je me sens coupable de n'avoir pas fait davantage (sic !) pour les Indiens ... » (New York Times Magazine, 2 mai 1971).

Hostile au droit à l'avortement

Il a refusé d'appuyer les manifestations du 20 novembre 1971 sur l'abrogation des lois sur l'avortement parce qu'il « ne pouvait accorder son soutien à chaque mouvement qui apparaît » (déclaration faite à l'Université du Massachusetts le 31 oct. 1971).

Pour la répression de l'insoumission

Mc Govern passe pour être favorable à une amnistie générale en faveur de tous les insoumis (exilés au Canada ou condamnés à des peines de prison en raison de leur opposition à la guerre). Mais il exclut expressément de sa proposition les GI's qui ont refusé le service militaire « pour des raisons politiques plutôt que morales » : parce qu'ils étaient opposés à la sale guerre du Vietnam, au racisme qui sévit dans les forces armées, etc. D'ailleurs, au Sénat, il a voté à de multiples reprises contre les amendements tendant à n'envoyer en Asie du Sud-Est que les seuls miliciens qui se porteraient volontaires pour y combattre. Il a même appuyé la loi sur le service sélectif de 1967 qui proposait de prolonger la durée du service militaire à 4 ans. Pendant ce temps là, il prétendait et continue à prétendre qu'il était « opposé » à la guerre. Le 23 septembre 1971, il s'inquiétait devant le Washington Press Club de la démoralisation qui affecte les troupes US au Vietnam parce qu'« il nous faut des forces armées puissantes douées d'un bon moral dans ce monde dangereux » !

... Au service du Capital

Lorsqu'on juge la carrière de Mc Govern sur ses actes, il est clair qu'il a suivi avec constance une ligne politique précise : la défense des intérêts du système. Avis aux journalistes tentés de se laisser embarquer à nouveau dans une offensive de charme à la Kennedy.

paru dans « La Gauche », du 6 juillet 1972

argentine:

crise pré/ révolution/ naire

uruguay

LA
PUTRÉFACTION
D'UNE
DÉMOCRATIE
EXEMPLAIRE

Depuis plus de dix ans, l'Uruguay, cette « Suisse de l'Amérique Latine », à l'économie entièrement dépendante du commerce des produits de l'élevage bovin extensif (viande, peaux, etc), et exceptionnellement au régime démocratique bourgeois perfectionné, connaît une crise sans précédent dans son histoire.

Dans la dernière période, cette crise s'est encore accentuée. Au plan économique, c'est une véritable braderie de la richesse nationale au profit des Brésiliens : les terres de pâture, le cheptel, y compris le cheptel reproducteur. Cela a eu pour conséquence cette mesure incroyable : la prohibition de la consommation de la viande pendant quatre mois à partir de ce 15 juillet, de façon à « préserver un stock suffisant pour l'exportation »... ! Au plan politique, après la farce électorale de l'élection présidentielle de novembre dernier, les derniers pans de la façade démocratique mystifiante s'écroulent, laissant à nu la réalité d'un régime en voie de fascisation accélérée. Bordaberry, le poulain du président sortant Pacheco Areco et des gorilles brésiliens, « élu » grâce à des fraudes massives, a reçu immédiatement le sobriquet infamant de « Brésilien ». Ceci pour indiquer les liens qu'il entretient avec la dictature du grand pays voisin, mais aussi ses méthodes d'importation : tortures, mise sur pied de « commandos de chasse aux tupamaros » à partir de l'appareil d'Etat, carte blanche pour la terreur exercée par la Police et l'Armée, formant les « forces conjointes de sécurité ».

L'« état de guerre interne » proclamé déjà pendant trois mois, a été légalisé au 12-7-72 par un ensemble de nouvelles lois prévoyant :

— la consécration de la compétence des tribunaux militaires en ce qui concerne la « subversion »

— la censure ne suffisant pas, les « délits » de presse seront punis de lourdes peines de prison

— toutes les garanties individuelles sont suspendues jusqu'au 30 septembre. Les « forces de sécurité » ont le droit d'emprisonner qui bon leur semble sans avoir recours à une décision judiciaire.

Par ailleurs, des camps de concentration ont été mis en place. C'est environ 20 000 personnes qui ont été emprisonnées, et au moins 30 tués depuis le 15 avril.

La terreur n'est plus sélective. Elle est massive. Ce sont maintenant par dizaines et dizaines que sont arrêtées et torturées, voire tuées des personnes de toutes les couches de la société, y compris des personnalités internationalement connues comme

— Carlos Nunez et Mauricio Rosencoff, écrivains et journalistes

— Walter Achugar et Eduardo Terra, cinéastes, le premier coauteur du magnifique film argentin « L'heure des brasiens ».

— ainsi que des psychiatres, des artistes, etc...

Cependant, et de l'aveu même du gouvernement, la bourgeoisie n'a pas remporté de victoire décisive dans ce qu'il faut bien appeler une guerre civile. Bien que durement touché (pertes, découvertes de caches, hopitaux clandestins, « prisons du peuple »), le MLN Tupamaros « n'est pas définitivement vaincu, du fait qu'il a gardé sa direction politique ».

Face à une répression sanguinaire, aux convoitises et à l'intervention de plus en plus ouvertes de la dictature brésilienne, la dimension internationaliste de la révolution uruguayenne est capitale. Les tupamaros en ont depuis longtemps conscience, puisqu'ils entretiennent des rapports étroits avec nos camarades du PRT-ERP et le MIR chilien, notamment.

Eduardo Cruz

« Les règles du jeu »

● Avec les décrets-lois annoncés par Lanusse le 7 juillet 72, la campagne électorale pour les élections de 1973 prend un nouveau tournant. Maintenant les règles du jeu sont établies. La bourgeoisie pense pouvoir donner un coup d'arrêt aux mobilisations de masse et négocier avec le péronisme selon ses propres règles. Avec la « loi de résidence », pour être candidat aux élections 73, il faut être résident au pays à partir de la date du 25 août 72, ce qui donne à Peron un mois pour rentrer en Argentine ou s'auto proscrire.

L'exigence qu'à la date du 25 août tout fonctionnaire qui désire se présenter comme candidat doit cesser ses fonctions impose une limite très courte au jeu des alliances et oblige tout le monde à se définir avant le 25 août.

Le gouvernement va encore plus loin quand il suspend le statut légal de la CGT et bloque ses fonds ainsi que les comptes bancaires des bureaucrates syndicaux : il fait pression sur ces derniers et donne un coup de frein au mouvement ouvrier. De leur côté les bureaucrates ont accepté ces « règles du jeu ».

La seule perspective de la candidature de Peron est déjà un stimulant aux luttes ouvrières car le souvenir du péronisme reste fortement ancré, et les bureaucrates ont beaucoup de mal à contenir la pression de leur base.

Ce que fut le peronisme

Pour cela il faut revenir loin en arrière, à la décennie des années 30-40, appelée la « décennie infâme ».

L'impérialisme anglais est maître du pays. Au milieu d'une richesse fabuleuse d'un pays producteur et exportateur de viande et de grains, les Argentins vivent dans une misère effroyable. Ceux qui ont la chance d'avoir un emploi doivent travailler pour une bouchée de pain ; la grande majorité est au chômage. L'analphabétisme, les maladies, la répression impitoyable, la fraude électorale, le « caudillisme », véritable gangstérisme, dominent la vie du pays. Toute activité syndicale est sauvagement réprimée, l'assassinat politique monnaie courante. C'est le règne des « conservateurs ». L'ordre au profit de 60 familles. L'industrie est quasi inexistante, sauf l'industrie de la viande pour l'exportation. Même la laine dont le pays est un grand producteur est exportée vers l'Angleterre et revendue en Argentine à prix d'or. La deuxième guerre mondiale oblige l'Angleterre à lâcher prise et, durant cette période, l'Argentine vend à bon prix ses produits aux pays belligérants. Le manque de produits manufacturés importés conduit à l'installation d'industries en Argentine même. C'est cette conjoncture historique qu'utilise un groupe de colonels nationalistes pour tenter de développer une industrie nationale et soustraire le pays à la domination anglaise.

Des réserves monétaires importantes, la vente des produits agricoles à bon prix, la faiblesse des pays européens saignés par la guerre, permettent à la bourgeoisie argentine de faire de très importantes concessions aux masses. La situation change à un point tel que d'un pays de chômeurs, on passe à la nécessité de faire appel à la main d'œuvre étrangère. Travail en abondance, et toutes ses conséquences : des bons salaires, des avantages sociaux importants, une organisation syndicale centralisée et puissante, stabilité de l'emploi, tout cela sans rien changer aux structures fondamentales du pays, à la propriété privée des moyens de production, à la propriété terrienne. Le péronisme, profitant de la conjoncture, développait les thèses de la « troisième position » — ni capitalisme ni communisme — qui démontrèrent bien vite leurs limites. Avec la reconstruction du capitalisme européen et la pénétration yankee, le péronisme montre son véritable visage.

Le syndicalisme péroniste

Pendant la deuxième présidence, Peron réprime durement les grèves. Il utilise toute cette période pour établir une bureaucratie syndicale qui est une des données fondamentales pour comprendre la situation actuelle. L'affiliation au syndicat est obligatoire, c'est-à-dire que pour entretenir cette bureaucratie, le patronat fait des retenues à la source. C'est une véritable caste qui vit sur le dos des travailleurs mais qui en même temps est dépendante d'eux, non seulement parce que les ouvriers « élisent » leurs représentants, mais parce que pour garder un minimum d'autonomie vis-à-vis de la bourgeoisie, les bureaucrates doivent s'arranger pour conserver un certain crédit dans la classe ouvrière.

Ce système n'a pratiquement pas changé depuis 20 ans et plus. Les gouvernements sont tombés, les coups d'Etat se sont succédés, et la bureaucratie se maintient toujours malgré les réglemens de comptes au sommet. Quand dans une usine, une union régionale, apparaît une direction syndicale qui ne rentre pas dans ses visées, la bureaucratie « intervient » pour éliminer les éléments « rebelles ». Le plus souvent un simple accord entre patrons et bureaucrates suffit ; sinon il reste toujours le recours à l'appareil d'Etat, voire à la police politique.

Dans une proclamation au « Peuple et aux forces armées » le dernier congrès de la CGT proclame son soutien à la candidature de Peron ; mais elle ne le fait pas pour Peron, elle le fait en fonction de ses intérêts propres. La bureaucratie cherche à pactiser avec un secteur des forces armées et à rappeler à la bourgeoisie le caractère « positif » de son propre rôle ; incidemment, elle rappelle aussi que Peron a été l'homme des forces armées.

Mais dans cette proclamation elle s'adresse à l'armée sans mentionner un seul instant le rôle de gendarme de la bourgeoisie et de valet de l'impérialisme que celle-ci joue. Elle passe sous silence la répression sous toutes ses formes, les tortures, les peines de mort requises contre les militants révolutionnaires.

Le retour de Peron

Dès le lendemain de la fuite de Peron le 16 septembre 1955 on agitait le spectre de son « retour » en vue de donner un espoir et une « perspective » aux masses ; on insistait sur la nécessité d'un « sauveur » capable de faire renaître les années heureuses... Peron lui-même a soigneusement entretenu le mythe de son retour pour contenir et freiner les luttes.

Mais l'alternative est la même qu'en 1955 : réaliser une révolution socialiste en s'appuyant sur le prolétariat, à l'exemple de Castro en 1960, ou bien s'appuyer sur l'armée et réprimer le mouvement ouvrier. Dès 55, Peron avait choisi !...

La persistance du péronisme a permis de maintenir les luttes ouvrières dans les limites autorisées par la bourgeoisie. L'impérialisme yankee a pris la place de l'impérialisme anglais ; l'essoufflement des luttes syndicales démontre la nécessité de nouvelles formes de luttes :

— grèves nationales avec paralysie totale du pays plusieurs jours durant comme en janvier 59

— grèves avec occupations, dont il y a de nombreux cas depuis 10 ans

— grèves avec séquestrations

— grèves « actives » c'est-à-dire accompagnées de manifestations de rue.

Tout cela a été essayé. Il y a dix ans, parler de lutte armée faisait sourire les gens ; cela paraissait impensable dans un pays comme l'Argentine.

Aujourd'hui après l'expérience de Cordoba de 1969, après les insurrections de villes entières, la lutte armée est devenue une réalité de tous les jours.

L'Argentine est un pays en guerre, une guerre civile larvée qui peut à tout moment devenir guerre civile tout court.

Nous avons raconté dans Rouge No 152 et 153 l'insurrection partielle de Mendoza du 6 au 9 avril 72. Depuis on a vu une insurrection à Tucuman du 22 au 29 juin, simultanément les violentes manifestations à La Plata (capitale de la province de Buenos-Aires), de Mar del Plata sur la côte atlantique et de Bahia Blanca au sud du pays. Dans chaque cas, on a vu des milliers de personnes se battre avec la police, dresser des barricades, lancer des cocktails molotov, et dans chaque cas la police s'est montrée incapable de contenir le mouvement et a dû laisser la place à l'Armée. Seuls les chars et les véhicules blindés ont pu venir à bout des manifestants. A Tucuman, des barricades se dressaient à moins de 100 mètres de la Préfecture, si bien qu'il fallut recourir à des troupes d'autres provinces et déclarer l'état de siège. Dans la même ville, lorsqu'un millier de manifestants se « rendit » le 27 juin à l'armée qui encerclait l'université, ce fut après avoir négocié leur reddition et drapeau national en tête.

Si le projet de Lanusse, en convoquant des élections était d'essayer de stopper les luttes, on peut dire qu'il a échoué. Le GAN (Grand Accord National, front politique de Lanusse) est mort avant d'avoir vécu.

Six ans de « Revolution Argentina »

Depuis que le président Illia, un civil qui risquait d'être débordé, a été renversé en 1966, l'Armée gouverne directement. La « junta des commandants » constitue le Conseil qui prend toutes les décisions et assume intégralement la gestion du pays. C'est là le seul parti sûr de la bourgeoisie. Mais six ans plus tard l'Armée a démontré son incapacité. La banqueroute est totale. Inflation effrénée : d'après les chiffres officiels les prix de gros ont augmenté de 79 % au cours de l'année écoulée. Et ceci malgré une répression « sélective » qui a rempli les prisons au point qu'il a fallu en construire de nouvelles. Les dirigeants syndicaux les plus combattifs, comme les militants révolutionnaires ont été déportés dans les prisons du sud. La répression touche toutes les couches de la population particulièrement les enseignants, les avocats, les médecins. La torture est pratiquée couramment. Plus de la moitié des 500 prisonniers de la prison municipale de Devoto a été torturée. Aucune garantie individuelle n'est respectée. Il est difficile d'estimer le nombre d'emprisonnés car ni la police, ni l'Armée ne donnent d'informations à leur sujet. Une personne « mise à la disposition du Pouvoir Exécutif » est considérée comme libre ; en fait elle reste en prison sans jugement pendant un temps indéterminé.

Comme au Paraguay, au Brésil, en Bolivie, en Uruguay le régime argentin ne peut se maintenir que grâce à une répression de plus en plus sauvage.

En Argentine la classe ouvrière est nombreuse et combative. Depuis plus de 20 ans qu'elle se bat, elle n'a pas de direction révolutionnaire de classe. Elle ne dispose d'aucun parti structuré à l'échelle nationale. Ainsi les luttes se succèdent de façon désordonnée, jour après jour.

Les insurrections, même importantes, restent sans lendemain dans la mesure où elles n'entament pas l'Etat bourgeois et son appareil de répression.

Seule une avant-garde organisée, liée aux masses peut être capable de combiner les luttes aux plans politique et militaire et permettre une issue à l'impasse actuelle.

Jorge Antonio Echeverria
Le 26-7-72

de prague à belgrade, non aux procès truqués

Lors d'un voyage de Roland Leroy à Prague en février 72, Husak, secrétaire général du PCT avait effrontément affirmé : « il n'y aura en Tchécoslovaquie aucun procès, aucune arrestation pour des faits politiques remontant aux années 1968 et 1969 ». La nouvelle vague de procès qui viennent de s'ouvrir à Prague, sans être en contradiction à la lettre avec cette affirmation (tout au moins en ce qui

concerne la majorité des accusés) n'en est pas moins en relation directe avec la situation politique créée en Tchécoslovaquie au lendemain de l'invasion d'août 1968. Ce qui permet aux jésuites de la place du Colonel Fabien de garder un mutisme qui s'apparente fort à la loi du silence de la mafia. Mais les gangsters auront beau se taire, ils n'empêcheront plus les informations de passer. Il est fini le temps de

leur splendeur et de leur impunité ! L'édifice « Stalinism incorporated » est bien trop craquelé pour pouvoir longtemps résister aux poussées que la classe ouvrière ne manquera pas de lui imprimer. Et ce ne sont pas les procès à huis-clos, en plein été, à la sauvette, qui lui sauveront la mise. Nous publions ci-dessous les toutes dernières informations qui nous sont parvenues.

En décembre 71-janvier 72, on a assisté à une vague d'arrestations sans précédent depuis 1968. Les approximations les plus sérieuses parlent de 200 inculpations. Une grande partie des inculpés serait néanmoins en liberté provisoire. Ces inculpations sont à mettre directement en liaison avec les élections de novembre 71 qui avaient pour fonction de légaliser par les urnes le régime issu du coup de force des armées du pacte de Varsovie. Malgré le score électoral remarquable (98,83 %, rien de moins) obtenu par le gouvernement, ce dernier ne s'est pas senti assez sûr de lui pour éviter de devoir mettre en prison ceux qui, conformément à la constitution, avaient appelé au boycott de cette sinistre farce.

Le premier procès qui s'est ouvert le 17 juillet à Prague juge Jan Tesar, Rudolfs Batek, Jiri Mueller, Jaroslav Jira, accusés de subversion. D'autres procès doivent s'ouvrir très prochainement contre Milan Hubl, Karel Kyncl, Jiri Hochman, Karel Bartosek, Tauber, sous le même chef d'inculpation. Les accusés risquent de deux à trois ans de prison. Jiri Mueller, ancien dirigeant du mouvement étudiant, qui tombe sous le coup de l'article 98, paragraphe 2, risque 10 ans de prison. Dans tous les cas, l'instruction a été menée selon une procédure spéciale par les organes du STB (organes de sécurité), sous la direction personnelle du major Krystof et du capitaine Titto, qui se sont particulièrement distingués dans cette tâche.

On annonce parallèlement l'arrestation récente à Brno de Silhan qui avait été en 1968 l'éphémère secrétaire du parti socialiste. D'autres arrestations ont eu lieu dans les régions de Plzen, Ostrava, Brno et Hradec, mais on n'en connaît pas encore l'ampleur.

Tous les inculpés en détention et les condamnés sont « installés » dans deux prisons qui ont été spécialement affectées aux détenus politiques ; la prison Mirov à Sumperek (Moravie) et la prison Bory à Plzen. C'est à Mirov que se trouve Vladimir Skutina. Vaclav Pchlik, Jan

Lederer et Petr Uhl sont à Bory.

Toute une série de procureurs, juges, policiers profitent de la situation pour faire une carrière aussi rapide que brillante. Se distinguent particulièrement par leur zèle :

— les procureurs Balac, Cimbur, Chalupa et Felcman de la région de Prague.

— le major Reznicek, officier du STB, fonctionnaire du ministère de l'intérieur chargé de la poursuite des « criminels politiques ».

— le lieutenant-colonel Nemeck, commandant du secteur opérationnel du STB de Prague.

— Antonin Kaspar, juge du tribunal de la ville de Prague (c'est déjà lui qui a condamné Petr Uhl).

— Zdenek Zelenka, responsable de la section « crimes politiques » auprès du tribunal de Prague.

— Maria Dojcarova, attachée au Tribunal Suprême de la République Socialiste Tchécoslovaque.

Nous ne les oublierons pas !

yougoslavie

C'en est fait. Aux dernières nouvelles, Pavlusko Imsirovic, Jelka Kljajic et Milan Nicolic ont été condamnés à des peines allant de 16 mois à 2 ans de prison. Le procès s'est déroulé comme d'habitude sans bruit, discrètement, alors que les étudiants étaient en vacances (le procès a débuté le 8 juillet) et l'opinion internationale moins apte à réagir.

Ils étaient accusés d'avoir formé un « groupe » qui visait à renverser le régime (!) et d'avoir répandu une propagande qui lui était hostile. Curieux procès cependant : l'acte d'accusation lui-même ne mentionnait aucun acte concret qui pourrait fournir un appui à une telle affirmation. La seule « preuve » est la détention, chez l'un des accusés, de brochures publiées par diverses organisations révolutionnaires occidentales ! Comme si ces brochures ne pouvaient se

trouver dans n'importe quel bureau d'organisations officielles. Cette accusation, qui condamne la liberté de lire n'importe quel ouvrage, fait revivre un délit auquel les pays « socialistes » nous habituent de plus en plus : le délit d'opinion.

L'attitude des autorités et de la presse yougoslaves est un des autres aspects de ce procès. Ainsi, le secrétaire de la direction du parti à l'université, Branko Pribicevic, s'est permis d'accuser publiquement les étudiants arrêtés avant même que le tribunal ne se soit prononcé sur leur culpabilité. Les journaux et les hebdomadaires les plus connus du pays, tels que « Nin », « Borba », « Oslobođenje », « Svet » les ont proclamés coupables et ont pu disposer du dossier judiciaire avant les avocats.

Ces exemples, comme bien d'autres, montrent quel respect les bureaucrates yougoslaves attachent à leurs propres lois et quelle est la valeur du procès intenté à ces camarades.

Si l'on ajoute à cela les conditions abominables auxquelles ils sont soumis dans une prison où depuis des années il n'y a aucun chauffage, où les rats viennent manger les restes de leurs repas insipides et où ils sont obligés de cohabiter avec des condamnés de droit commun, on apprécie à sa juste valeur la peur qu'ont les bureaucrates yougoslaves devant toute idée qui proclame son attachement au marxisme. Car ces camarades ont toujours affirmé légalement, dans leurs interventions, dans leurs articles, que seule une société authentiquement autogérée peut constituer une véritable alternative au capitalisme et au stalinisme, que seule une démocratie socialiste pourra mettre un terme à l'existence de la fameuse « peugeoisie » (1) yougoslave. En Yougoslavie aussi, le danger est à gauche.

Libération immédiate de Pavlusko Imsirovic, Jelka Kljajic et Milan Nicolic !

(1) Nom donné en Yougoslavie aux nombreux propriétaires de voitures « Peugeot ».

G. MARION

gorilles brésiliens (été 71), c'est à la maison d'Iran et à celle d'Afrique que s'attaque maintenant Marthelot.

La maison d'Iran, qui a connu cette année une mobilisation permanente contre la politique de répression sanglante du Shah (grève de la faim de 200 étudiants iraniens d'Europe en avril-mai) s'est vue supprimée toute subvention du gouvernement iranien. Simultanément l'administration française s'est chargée de procéder à la fermeture de la maison (prévue pour le 29 juillet) et d'expulser ainsi les résidents ; une fois de plus, l'administration viole sa propre légalité, qui interdit de mettre des résidents à la rue sans motifs.

Brusquement décidée, la fermeture de la maison d'Afrique vise à reprendre en main une maison qui, après Mai 68, avait secoué le joug colonial français, et était devenue un des premiers lieux de rencontre autonome des étudiants africains en France. Pour empêcher la fermeture de la maison d'Afrique et les mesures de filtrage policier que l'administration veut mettre en place, les résidents se sont mobilisés et appellent à soutenir massivement les actions qu'ils vont entreprendre (la fermeture est prévue pour le dimanche 30 juillet).

Non à la rentabilisation et à la normalisation de la Cité Internationale ! Gouvernement français valet de l'impérialisme !

A bas la politique néo-coloniale du gouvernement français !

Correspondant

on normalise toujours à la cité u

Comme chaque année, l'administration et le délégué général Marthelot profitent des mois d'été pour transformer la Cité en un hôtel de luxe pour touristes et rentabilisent ainsi les différents pavillons et les resto-U, le plus souvent sur le dos des travailleurs (cadences accélérées, vacances illusives).

Fait plus grave, été après été, l'administration opère des séries d'épurations politiques, en procédant notamment à la fermeture des pavillons où, depuis 68, les militants progressistes français et étrangers avaient trouvé un lieu de discussion et de mise en commun de leurs problèmes.

Après la fermeture de la maison d'Espagne (qui n'est pas près de se rouvrir), après la mise au pas de la maison du Maroc (été 70), et de la maison du Liban, après la transformation de la maison du Brésil en home pour les militaires et

tages importants dans le Sud de la Guinée-Bissau (2).

C'est cet anniversaire que les militants révolutionnaires auront à cœur de saluer, reconnaissant par là-même la lutte exemplaire menée par le PAIGC.

Créé en 1956 à Bissau dans la clandestinité, le PAIGC débutera vers 59 un travail d'implantation politique tout à fait conséquent en milieu paysan (3) après avoir constaté l'impossibilité dans la phase de départ de mobiliser le faible prolétariat et la petite bourgeoisie nationale (4).

Renforçant son implantation et le travail politique dans les villages de la brousse, le Parti lancera l'insurrection armée en janvier 1963 et ne cessera plus désormais de prendre et de garder l'initiative. Aujourd'hui, plus des 2/3 du pays sont libérés et les Portugais sont réduits à se retrancher dans des camps fortifiés sans pouvoir empêcher la libération des zones encore « contrôlées » par les troupes coloniales.

L'emploi par les troupes coloniales portugaises de matériel fourni directement par les pays impérialistes (5) (la France en particulier avec les hélicoptères de type Alouette) n'empêche pas le PAIGC de mener la lutte tout en développant une infrastructure sanitaire et scolaire (5) importante dans les zones libérées. Les paysans arrivent même à dégager un surplus de cultures vivrières pour l'approvisionnement des combattants et la commercialisation avec la Guinée (6).

Vu le regroupement et la réduction des postes portugais, la lutte armée pose aujourd'hui de nombreux problèmes. Car le Parti qui dispose d'une grande quantité d'armes légères fournies par l'URSS ne peut déloger les Portugais bien retranchés dans les postes fortifiés.

Il faudrait aujourd'hui un armement lourd et semi-lourd (7) susceptible de porter des coups décisifs aux troupes coloniales et d'élever qualitativement le niveau de la lutte armée.

A ceux qui affirment (8) : « ... Il faut avoir à l'esprit que les perspectives de notre lutte débouchent sur la revendication d'une indépendance nationale excluant toute solution néo-coloniale » (9) et que « ... le colonialisme portugais ne peut se donner le luxe de faire du néo-colonialisme »,

A ceux qui expliquent que leur « lutte n'est plus seulement une lutte de libération nationale mais un élément de la lutte internationale contre l'impérialisme » (10),

A ceux qui appellent à « la solidarité des forces révolutionnaires du monde entier » (9),

Il convient d'apporter un soutien concret et actif et de saluer la lutte exemplaire du peuple de la Guinée-Bissau.

Dénonçons l'aide française au gouvernement fasciste de Lisbonne !

A bas le colonialisme portugais ! Soutien à la lutte du peuple de Guinée !

Ian KERDAL

guinée /bissau

SOUTIEN TOTAL A LA LUTTE DE LIBÉRATION DU PEUPLE DE GUINÉE-BISSAU

Durant tout le mois d'août, la majorité des pays francophones de l'Afrique Noire pavoise aux couleurs du douzième anniversaire de leur « indépendance ». De Dakar à Fort Lamy en passant par Abidjan, Ouagadougou, Cotonou, Libreville, Bangui, résonneront les odes des régimes néo-coloniaux à l'« indépendance conquise contre la colonisation ».

Villages et paysans seront mobilisés dans diverses manifestations « spontanées » pendant que les « troupes nationales » défilent sous le regard discret et paternaliste des « conseillers techniques » français.

Le 3 août, à Niamey, dans l'ancien palais du gouverneur (aujourd'hui palais du gouvernement), ce seront les mêmes incantations sablées au champagne importé de France. A quelques 2000 km plus à l'Ouest, on rappellera simplement aux combattants et aux villageois des zones libérées cette autre date du 3 août 1961.

C'est en effet ce jour que le PAIGC (1) prenait la décision de passage à la lutte armée et entreprenait une série de sabo-

(1) Parti Africain pour l'Indépendance de la Guinée et des Îles du Cap-Vert dont le secrétaire général est Amilcar Cabral.

(2) Pays enclavé entre le Sud du Sénégal et le Nord de la Guinée (Conakry).

(3) On tiendra entre autre pour déterminant le dépassement du phénomène tribal, phénomène qui posera à un autre parti de la lutte armée (MPLA, Angola) de sérieux problèmes réglés quelques fois à la mitrailleuse.

(4) Sur le problème de l'appui sur la paysannerie, A. Cabral affirmera qu'il ne lira quelques œuvres de Mao qu'en 1961.

(5) voir un précédent numéro de Rouge.

(6) Cet autre exemple nous semble fort important quant à l'organisation des zones libérées compte tenu que les autres pays africains connaissent sans cesse soit un déficit soit une auto-consommation des produits vivriers.

(7) Problème que connaissent (à un autre niveau) aujourd'hui tragiquement les Nord-Vietnamiens face aux raids meurtriers des B 52.

(8) In « La lutte de libération nationale dans les colonies portugaises », conférence de Dares-Salaam (octobre 65) de la CONCP. La Conférence des Organisations Nationalistes des Colonies Portugaises regroupe les trois mouvements de lutte armée PAIGC, MPLA, FRELIMO dont les principaux dirigeants sont très connus, respectivement Cabral, Agostinho Nette et Samora Machel.

(9) Après l'assassinat de Mondlane (président du FRELIMO, Mozambique) en février 69, Simango lui succéda mais fut exclu du FRELIMO en mai 70 pour avoir voulu mettre en avant un pouvoir de forme traditionnelle dans les zones libérées afin de pouvoir négocier avec les Portugais dans le cadre d'un système néo-colonial.

(10) éditorial de « Mozambican Revolution », sept. 69.

(11) In « La guerre en Angola », Maspéro 1971, Mario de Andrade, Andrade est l'un des dirigeants du MPLA.



Les mois qui viennent seront sans doute décisifs pour l'Indochine. Les menaces sur les digues, la reprise des négociations tant publiques que secrètes, les élections américaines de novembre... autant d'échéances auxquelles les anti-impérialistes doivent répondre par un redoublement de la solidarité.

Pour armer les militants dans cette bataille, « Rouge » publie aujourd'hui un dossier qui fait le point sur : les buts et moyens de la guerre impérialiste en Indochine ; le bilan de quatre mois d'offensive ; le problème de la coexistence pacifique ; l'efficacité du soutien international.



ramener le vietnam à l'âge de pierre

● Il nous semble utile d'esquisser, au delà de l'actualité immédiate, un bilan d'ensemble de la guerre US, sa signification historique, ses buts économiques et politiques, et les méthodes employées par l'impérialisme pour les atteindre.

Les méthodes

Un journaliste de « Newsweek » qui avait vécu la deuxième guerre mondiale affirmait en 1970, après une visite dans la province de Quang Ngai, que ce qu'il avait vu était « bien pire que ce que les nazis ont fait en Europe » (in Chomsky, *At War with Asia*, p 229)

Voici en effet quelques unes des méthodes employées par l'impérialisme US dans sa sale guerre d'Indochine :

— bombardement délibéré de villages, hameaux et villes avec destruction de quartiers populeux, hôpitaux, écoles et autres objectifs civils. Pendant les trois ans de son gouvernement, Nixon a fait larguer sur le Vietnam un tonnage supérieur à celui que Johnson déversa pendant 5 ans : il a atteint le record mondial d'une tonne de bombes à la minute pendant chaque minute de son gouvernement. La victime de cette dévastation aérienne sans précédent dans l'histoire de l'humanité est la population civile de l'Indochine, les travailleurs, les paysans, les femmes, les enfants, fréquemment les malades bombardés dans les hôpitaux, etc...

— à côté des bombes « traditionnelles », emploi systématique contre la population indochinoise du napalm, de bombes au phosphore et d'engins spécialement conçus pour atteindre les personnes (« anti personnel ») : bombes à billes, à cubes, à fléchettes — actuellement fabriqués en plastique pour empêcher la chirurgie de les extraire en utilisant les rayons X.

— guerre chimique, avec épandage massif de produits toxiques, qui provoquent l'empoisonnement de la population (surtout les enfants et les malades) et la destruction de centaines de milliers d'hectares de récoltes. Pendant la seule année de 1969, Nixon a répandu des produits toxiques sur une surface de 1 086 950 hectares.

— l'internement de dizaines de milliers de prisonniers politiques dans des camps de concentration, où ils sont soumis à un traitement barbare (cages à tigre, etc.).

— la torture systématique de « suspects » ou de combattants faits prisonniers, par l'électricité, la noyade, etc. Assassinat pur et simple de prisonniers de guerre.

— Le massacre délibéré de la population civile, femmes et enfants y compris, par l'infanterie US. Le massacre de Song-My n'est que la pointe visible de l'iceberg : plusieurs meurtres massifs de ce genre furent commis, selon le témoignage des Vietnamiens, d'anciens soldats américains, etc... D'ailleurs un officier de l'Etat-Major de la Neuvième Division d'Infanterie US déclarait cyniquement à un journaliste américain : « Nous sommes en guerre avec les enfants de 10 ans. Ce n'est pas humanitaire peut-être, mais c'est comme ça » (« New York Times », 1 décembre 1969).

— la destruction systématique du réseau de digues de la RDV avec le but de provoquer des inondations catastrophiques pendant la période des moussons qui approche.

Le caractère barbare et criminel de la guerre US en Indochine n'est pas un « hasard » ou un « accident » : il découle logiquement du caractère même de cette guerre, de sa nature politique. Pour écraser la guerre révolutionnaire du peuple, il faut une guerre contre-révolutionnaire anti-peuple. L'« ennemi » ce sont les masses vietnamiennes dans leur ensemble, les ouvriers, les paysans et leurs familles, et pas seulement l'avant-garde armée. Puisque le révolutionnaire est au sein du peuple comme un poisson dans l'eau, l'impérialisme essaie de vider l'eau, de la sécher, pour attraper le poisson insaisissable.

Les buts

1) Economiques

Au début de l'intervention US en Indochine, dans les années 50, une des motivations était purement et simplement le contrôle des richesses et matières premières de

l'Asie du Sud-Est. Dans un discours du 4 août 1953, Eisenhower justifiait dans les termes suivants le soutien des USA à la guerre coloniale française en Indochine : « Supposez que nous perdons l'Indochine... L'étain et le tungstène de cette région, qui ont pour nous une si grande valeur, cesseraient d'arriver... Donc, quand les Etats-Unis votent un crédit de 400 millions de dollars pour aider la guerre, nous ne votons pas un programme de gaspillage. Nous votons pour le moyen le plus bon marché pour empêcher quelque chose qui serait de la plus terrible signification pour les USA, pour notre sécurité, notre pouvoir et notre capacité à obtenir certaines choses dont nous avons besoin des richesses du territoire indochinois et de l'Asie du Sud-Est ».

La continuité de cette préoccupation des dirigeants US est confirmée par une déclaration de Cabot Lodge, ambassadeur au Sud Vietnam, publiée par le « Sunday Globe » du 28/2/1965 : « Celui qui contrôle ou a de l'influence sur le Vietnam peut affecter l'avenir des Philippines et Formose à l'est, Thaïlande et Burma avec leur grand surplus de riz à l'ouest, et la Malaisie et l'Indonésie avec leur caoutchouc, fer et étain au Sud. ». La récente découverte de pétrole sur les côtes du Sud Vietnam ne fait que renforcer l'intérêt économique de l'impérialisme US pour la région.

Ceci dit, il serait faux de croire que ceci constitue la principale raison de la guerre US en Indochine : l'enjeu dépasse de beaucoup les seules richesses du Sud-Est Asiatique.

Encore au niveau économique, il y a une motivation interne dont l'importance est considérable : les profits de guerre des grands monopoles et le rôle des commandes militaires pour l'ensemble de l'économie US. En réalité, l'escalade de la guerre du Vietnam en 1964 a sauvé l'économie capitaliste américaine d'une récession grave, sinon d'une crise catastrophique. Voici quelques extraits d'un article publié le 24 septembre 1965 dans la page économique du « New York Times » : « Peu à peu il était devenu clair que la plus grande expansion en temps de paix de l'histoire de la nation était en train de s'arrêter,

but et moyens de la guerre impérialiste en indochine

jusqu'à ce que l'escalade de la guerre au Vietnam lui donne une vie nouvelle... Les dernières statistiques économiques confirment que l'activité a diminué et qu'une pause prolongée sinon un déclin sérieux était en train de s'installer avant que le Vietnam change la situation... Sans la récente élévation des dépenses militaires, qui ont encouragé la confiance des affaires, le déclin d'août aurait été beaucoup plus fort. Il aurait pu être le début de la fin de l'expansion... L'escalade au Vietnam est venue juste à temps. Elle a permis à l'Administration d'appliquer la stimulation nécessaire sans avouer sa faiblesse. Elle a non seulement sauvé l'économie d'un danger, mais a aussi sauvé la réputation du gouvernement Johnson ». En un mot : les profits montent tandis que les soldats tombent, pour la plus grande joie de la General Electric, United Aircraft, Boeing, Hughes Aircraft, ITT, Honeywell, et autres profiteurs de guerre : les 100 plus grands monopoles qui se partagent le gâteau des commandes militaires ont ramassé des contrats de la valeur de 21,8 milliards de dollars en 1970 ! (source : Richard Kaufman, *The War profiteers*, New York, 1972, p 48). Et la nouvelle escalade actuelle est déjà en train de porter ses fruits : Melvin Laird, secrétaire US à la Défense, annonce qu'il y aura cette année 5 milliards de dépenses supplémentaires, pour couvrir les besoins « imprévus » de la guerre. Il est clair que pour les grands trusts du complexe militaro-industriel, la guerre d'Indochine est une véritable mine d'or, la plus grande affaire du XXème siècle. Il est vrai que par ailleurs la prolongation de la guerre pose certains problèmes pour l'économie US, ressentis particulièrement par les secteurs non liés à l'industrie de guerre.

2) Politiques

C'est au niveau politique que se situent les buts décisifs de l'impérialisme US au Vietnam. Il est bien évident que les buts « officiels » de la guerre US — défense de la démocratie, de la liberté, de l'indépendance du Vietnam du Sud, nation souveraine, bla, bla, bla, etc... — sont une sinistre plaisanterie.

Une autre raison fréquemment invoquée par les porte-paroles impérialistes, à savoir, « contenir l'expansion de

la Chine Rouge en Asie » a peut-être joué un certain rôle, mais n'était pas du tout un élément décisif, comme le prouvent les derniers événements : « coexistence pacifique » et lune de miel Nixon-Mao, accompagnées d'une gigantesque escalade en Indochine.

Si on lit attentivement les derniers discours de Nixon, on trouve derrière le bruit et la fumée du radotage idéologique, quelques indications assez précises sur les véritables motivations de la guerre, évidemment formulées dans la terminologie prétentieuse et mensongère des déclarations impérialistes : une retraite du Vietnam équivalait pour les USA à « abdiquer notre rôle dirigeant parmi les nations » (27 avril 1972) — traduisez : notre rôle hégémonique dans le système capitaliste mondial et notre domination néo-coloniale sur les pays du tiers-monde. Pourquoi ? Parce qu'une « défaite américaine au Vietnam encouragerait cette sorte d'agression dans le monde entier » (mai 1972) — traduisez : encouragerait des mouvements révolutionnaires partout dans le monde.

Les documents secrets du Pentagone parlent un langage plus clair et dépourvu de la rhétorique publicitaire du verbe nixonien : dans un document de Mac-Namara, secrétaire à la Défense, à Johnson, du 16 mars 1965, celui-ci souligne « l'impact qu'un Sud Vietnam communiste aurait non seulement en Asie, mais dans le reste du monde, où le conflit sud-vietnamien est considéré comme un cas test de la capacité des USA à affronter une « guerre de libération » communiste » (The Pentagon Papers, p 278). Quelques mois plus tard, Mc Naughton, vice-secrétaire à la Défense, préparait pour le gouvernement US une liste des buts de la guerre au Vietnam. Le premier dans la liste était : « Protéger la réputation des USA comme garantie contre-subversive » ! (même source, p 365).

C'est le problème formulé dans la célèbre « théorie des dominos » : la chute du régime fantoche de Saïgon entraînerait, à court ou moyen terme, celle des autres régimes fantoches ou néo-coloniaux de l'Asie du Sud-Est : Laos, Cambodge, Thaïlande, Malaisie, Indonésie, Philippines, etc... Or, si l'Asie du Sud-Est, avec une population de 250 millions d'habitants (l'équivalent de l'Amérique Latine ou de l'Europe Occidentale) devenait « rouge », il y a toutes les raisons de croire que la « contagion subversive » s'étendrait au reste de l'Asie (l'Inde), au Proche Orient, à l'Afrique et même ailleurs. Ce danger avait été explicitement prévu, dès 1952, dans un document secret du Conseil de Sécurité Nationale des USA, qui soulignait : « Un alignement avec le communisme du reste de l'Asie du Sud-Est et de l'Inde, et à long terme, du Moyen Orient... suivrait progressivement selon toutes les probabilités, la perte d'un seul pays du Sud-Est asiatique ; une telle extension du communisme mettrait en danger la stabilité et la sécurité de l'Europe » (the Pentagon Papers, p 27, souligné par nous).

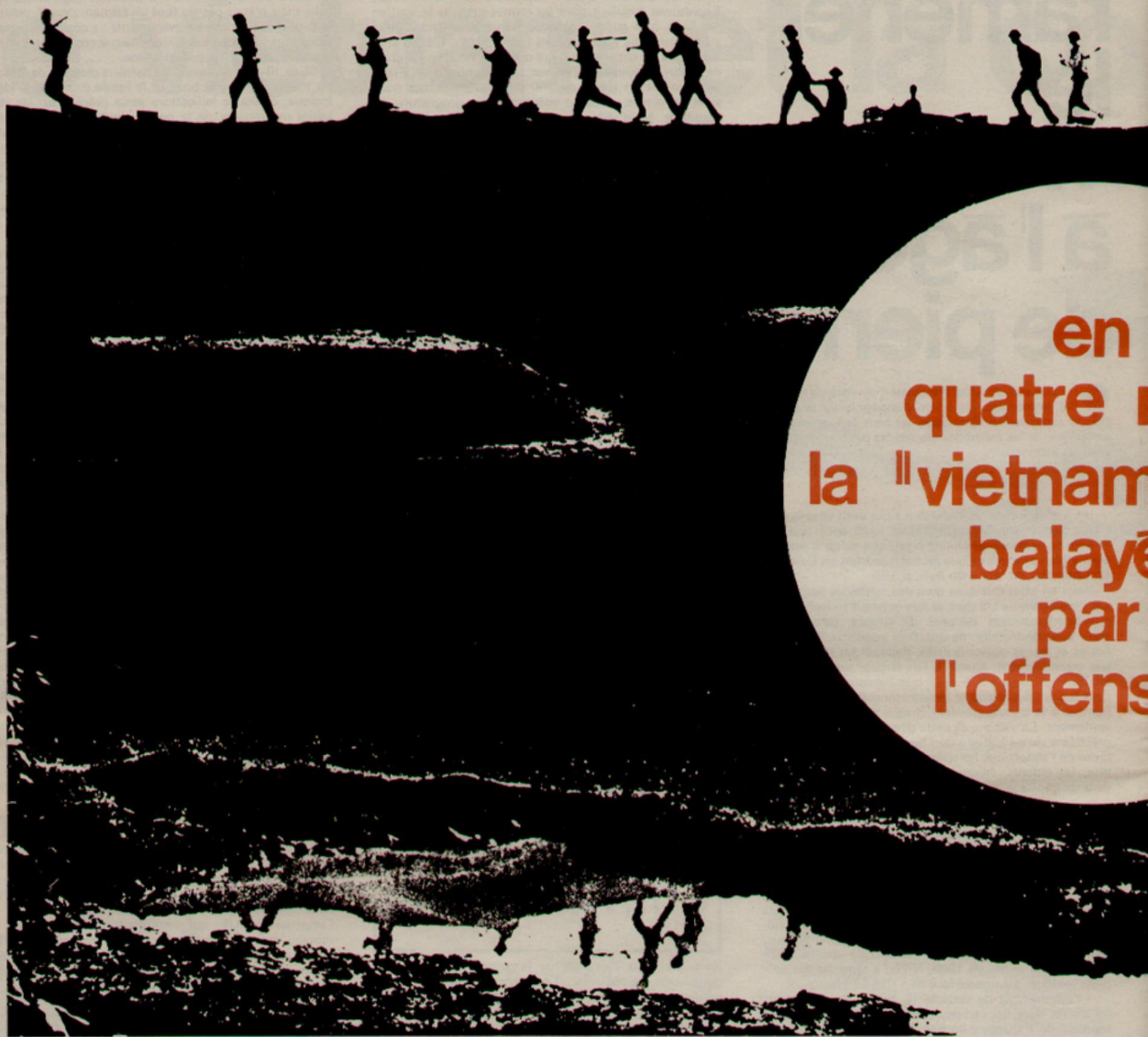
En un mot : il s'agit pour l'impérialisme US de prouver, en écrasant dans le sang la révolution indochinoise, que la lutte révolutionnaire ne paye pas, que la puissance militaire US est invincible, et d'instaurer, par ce moyen, une pax americana à l'échelle mondiale. Il s'agit d'empêcher, par tous les moyens possibles, un Dien-Bien-Phu américain qui signifierait le commencement de la fin de l'impérialisme US, qui encouragerait partout dans le monde, en Asie, en Afrique, en Amérique Latine (et même en Europe) les masses et leur avant-garde révolutionnaire à suivre l'exemple victorieux des peuples indochinois.

L'enjeu de la guerre US en Indochine est donc en dernière analyse, la survivance même de l'impérialisme comme système mondial (sous hégémonie US) de domination, exploitation et pillage. Cela, et cela seulement, permet d'expliquer l'acharnement monstrueux, les crimes barbares, l'obstination tenace de la guerre impérialiste US au Vietnam et en Indochine, que le président soit un « démocrate » pseudo-libéral (Kennedy), un conservateur pseudo-moderé (Johnson) ou un républicain réactionnaire (Nixon).

L'impérialisme US, lui, a compris que le Vietnam est la clé de voute de la situation mondiale.

Carlos ROSSI





en quatre la "vietnam balayé par l'offens

L'offensive des Forces armées populaires de Libération au Vietnam va bientôt entrer dans son quatrième mois. Il est possible de dresser un premier bilan de ses objectifs stratégiques à court et moyen terme, d'analyser ses succès et les contre-mesures mises en œuvre par les Américano-fantoches.

Le déroulement de l'offensive

L'offensive d'avril, comme l'appellent les Vietnamiens, s'est d'emblée différenciée de l'offensive du Têt 1968 par trois éléments essentiels.

— L'entrée en action de grandes unités régulières, régiments, ou divisions, utilisant un matériel lourd ou semi-lourd (artillerie, chars d'assaut, moyens logistiques) apparemment abondant, amené avec essence, fuel et munitions, non seulement au dessous du 17ème parallèle mais aussi loin au sud, dans le Nam Bo. Au passage, ce simple fait d'avoir pu acheminer en secret et en sécurité des dizaines de milliers de tonnes de matériels prouve à l'évidence la faillite des contre-mesures US. C'est l'échec de la panoplie électronique dont Nixon vantait tant les mérites il y a 6 mois ou 1 an. Cela montre également la parfaite maîtrise logistique acquise au sein de la jungle et des pistes tourmentées qui la traversent par les révolutionnaires indochinois. Il est amusant de relire ce que la presse US écrivait au moment des opérations au Bas-Laos, au printemps 71, opérations qui avaient pour but, rappelons-le, de détruire la « Piste Ho Chi Minh » et de couper toutes les voies d'approvisionnement des révolutionnaires. Certes, tout cela a demandé des mois et peut-être des années de préparation. Des millions de mètres cubes de terre ont dû être remués. Il n'est pas exclu que des tunnels profonds et des pipelines entiers s'enfoncent au cœur des forêts et des collines des confins du Laos, du

Vietnam et du Cambodge vers les régions des combats.

— L'assaut massif des FALP a été concentré de façon spectaculaire sur trois points situés respectivement au nord, au centre et au midi du Sud-Vietnam : au Nord, la province de Quang Tri ; au centre, les Hauts Plateaux ; au midi, les régions de Tay Ninh, Loc Ninh et An Loc, au nord et au nord-ouest de Saïgon. Dans ces trois régions, les révolutionnaires ont lancé des attaques éclairs, libéré en partie ou en totalité les zones intéressées avec une ou deux villes (Dong Ha et Quang Tri au Nord, Dak To et Tan Canh au centre, Loc Minh au Sud). Les FALP ont obtenu très vite des succès spectaculaires : au nord, toute la province de Quang Tri est libérée. Des camps retranchés, fortifiés, redoutablement armés, gorgés de stocks d'armes, de vivres, d'essence, de munitions, construits et tenus par les Marines US depuis 1965, tombent sans coup férir livrant un butin considérable. Ce butin est précieux pour des troupes attaquantes dont les lignes de communications s'étirent au fur et à mesure de leur avance. Mieux encore : certaines places comme Camp Carroll et Rockile sont livrées intactes par les fantoches qui sont censés les défendre. Le 2 avril, les officiers et soldats du 56ème régiment de la 3ème division fantoche se rallient, colonel en tête. Il est suivi par un bataillon du 54ème régiment de la 1ère division d'Infanterie fantoche qui est décimée dans la bataille. C'est la première fois depuis l'intervention US qu'une défection aussi massive se produit au bénéfice des FALP.

Au centre, le système fortifié de Dak To-Tanh Canh cède après une attaque combinée de chars et d'Infanterie, le 24 avril. Auparavant, les bases Charlie et Delta ont été emportées. Les routes No 14 et 19, qui desservent tout le centre du Sud Vietnam sont contrôlées. Les 42 et 47ème régiments d'infanterie de Saïgon sont totalement anéantis, de nombreuses autres unités décimées.

Au Sud, l'attaque se développe d'abord dans la pro-

vince de Tay Ninh. La base « Pace », le mont Baden où se trouve un très important centre de matériel électronique, sont emportés. Puis Loc Ninh, au nord-est tombe, les troupes qui l'occupent capitulant rapidement. Le 1er régiment blindé de Saïgon disparaît totalement dans la bataille. La situation se détériore rapidement pour les fantoches dans la région, et les FALP vont rapidement contrôler entièrement toute la région située au nord de Saïgon. Au bout d'un mois, les trois grandes villes du Sud Vietnam paraissent directement menacées : Saïgon et sa ville-couverture An Loc, sur la route No 13, Kontum au centre, Hué au nord. Pourtant, on a l'impression que les FALP n'ont qu'à pousser en avant, et que le Sud Vietnam va tomber comme un fruit mûr, villes comprises — pour peu qu'elles se soulèvent. Mais, différence avec le Têt 1968, les villes ne se soulèvent pas et les révolutionnaires n'y pénètrent pas pour le moment.

Certes, une activité politique intense y règne, complexe d'ailleurs. Certains éléments de la bourgeoisie de tendance neutraliste et apparemment pacifique font mine de se rallier à Thieu. D'autres, notamment dans les milieux catholiques et bouddhistes durcissent leur opposition. Le couvre-feu est imposé. La répression est féroce. Les étudiants, certaines organisations de masse redoublent leurs attaques contre la politique de Thieu. Mais il est évident que les FALP stoppent leur élan et encerclent trois villes : Hué au nord, Kontum au centre, An Loc au sud. Ils en tatent les défenses, y infiltrent des hommes, en contrôlent les routes d'accès et rendent cet accès fort couteux aux fantoches.

Pour certains, cet arrêt, cette temporisation a été imposé aux FALP. L'offensive leur a coûté cher en hommes et en matériels, leurs lignes de communications sont étirées (ce sont en effet les fantoches qui bénéficient à la fois d'un soutien logistique US écrasant et de l'avantage

Mais il est apparu au fil des jours que ces opérations spectaculaires de style militaire classique — ce qui est nouveau dans la guerre d'Indochine — menées par les grandes unités régulières vietnamiennes, servaient de couverture à un projet stratégique beaucoup plus étendu et couvrant l'ensemble du Sud Vietnam : la destruction de l'infrastructure fantoche au niveau des campagnes, des villages, des hameaux, des camps de concentration dits camps de regroupement.

Ces opérations semblent avoir été menées par les éléments provinciaux et guerilleros des FALP, appuyés çà et là pour des échelons restreints des troupes régulières.

Ce projet ne fut pas annoncé immédiatement au début de l'offensive. Mais il devint rapidement évident et fut annoncé très tôt dans ces colonnes mêmes. L'ensemble du projet fut exposé par les représentants du GRP à Paris, environ un mois après le début de l'offensive.

Les exemples abondent, et la liste est longue de multiples interventions locales où une compagnie, un groupement de miliciens fantoches furent anéantis, un ensemble de villages et de hameaux libéré. L'accent est mis essentiellement sur trois points :

- la destruction du pouvoir civil fantoche,
- la prise en main des opérations et des structures locales par la population,
- les ralliements d'une partie des miliciens de Saïgon.

En voici un exemple significatif, tiré du Bulletin d'Information du GRP :

« Parallèlement aux attaques des FALP en avril et mai dernier, les populations des Hauts Plateaux se sont soulevées et ont détruit l'appareil de coercition ennemi dans trois chef-lieux de districts et bourgs, 126 « hameaux stratégiques » et camps de concentration. Elles ont mis hors d'état de nuire des milliers de gardes civils, miliciens, policiers et fonctionnaires de l'administration fantoche, dont 627 ont été capturés. La province de Kontum a été libérée presque totalement tandis que la zone libérée a été élargie dans les provinces de Gai Lai et Darlac. Dans plusieurs localités, la population s'est armée pour coordonner ses actions avec celles des forces régionales. Elle a encerclé et forcé l'ennemi à évacuer des dizaines de garnisons au district No 4, aux alentours de la base de Lason (province de Gia Lai) et autour du chef lieu de district de Phu Tuc (province de Darlac).

Près de 40 000 habitants de 14 villages à Duc An et Duc Lap, dans le district No 2 (Darlac) ont mis en fuite les gardiens de leur camp de concentration et ont regagné leur village natal.

Dans les régions nouvellement libérées, la population a participé avec ardeur à la production, à l'édification du pouvoir révolutionnaire et des forces armées locales. D'autre part, plus de 2 600 familles ont énergiquement réclamé à l'administration fantoche de leur rendre leurs enfants et proches enrôlés de force dans l'armée saïgonnaise.

La population a en outre réussi à persuader des centaines de militaires saïgonnais à rallier la cause révolutionnaire. Rien que dans la province de Gai Lai, près de 300 réguliers, rangers et gardes civils et 300 miliciens ont abandonné leurs rangs.

L'agence de Presse du Gouvernement Provisoire cite aussi la désertion collective d'une compagnie de rangers frontaliers d'une section de miliciens, et d'un groupement de compagnies de la « défense civile » et la mutinerie de deux sections de miliciens qui ont rejoint avec leurs armes la population ». (Bulletin d'Information du GRP No 190, du 24 mai 1972).

De telles opérations se sont déroulées dans tout le Sud Vietnam. Très spectaculaires — parce que réalisées dans des régions dites totalement pacifiées — ont été celles qui ont eu lieu dans le Delta, du Sud de Saïgon à la pointe de Camau, et dans les provinces côtières du centre.

Les résultats obtenus. Le projet stratégique

Si l'on fait maintenant le point de l'offensive, il est clair que la situation n'est qu'apparemment stabilisée.

— Les troupes fantoches d'élite sont immobilisées sur les trois fronts de lutte « classique ». Elles sont clouées au sol, et les rapports des correspondants de guerre sur place montrent à quel point ces troupes dites d'élite, se battent « à l'américaine », c'est-à-dire sont tributaires d'un appui feu massif et disproportionné (soit d'aviation, soit d'artillerie) pour effectuer le moindre mouvement, réduire la moindre résistance.

De plus, certains progrès dans l'armement des FALP posent semble-t-il de graves problèmes aux fantoches : les lance-fusées portatifs guidables SA 47 semblent avoir une bonne efficacité contre les hélicoptères et les avions mitrailleurs ou cargos volant à basse altitude ou se posant sur les bases encerclées.

— Les opérations au niveau provincial, villages, hameaux, continuent à un rythme difficilement appréciable, mais qui semble néanmoins important.

— Il ne s'est rien passé de significatif sur le plan militaire, dans les villes. Et répétons-le, ceci est une différence fondamentale avec le Têt 68. Cependant les conséquences indirectes de l'offensive se font sentir. La principale est l'aggravation de la crise économique dans le camp fantoche. La consommation, pilier du système néo-colonialiste que les Américains essaient d'implanter au Sud Vietnam, a connu un arrêt brutal (le Monde, 19 juillet 72). La production s'est effondrée elle aussi et les importations indispensables connaissent de gros problèmes. A terme, on prévoit une inflation galopante, une augmentation en flèche des impôts perçus par Saïgon notamment dans les zones rurales que les fantoches contrôlent encore. D'où un certain nombre de conflits sociaux en zone urbaine occupée, comme le rapporte le Bulletin d'Information du GRP du 8 juillet 72.

4 000 travailleurs des quatre filatures de la Société Xicovina textile de Saïgon se sont groupés en un comité d'action pour lutter contre la répression patronale. A Cam Ranh, sur 100 000 travailleurs de la ville, 60 000 sont au chômage et les syndicats accusent ouvertement Thieu de se servir du chômage pour racoler pour l'armée.

Le 18 juin 72, 300 travailleurs d'Esso à Saïgon, Tan Son Nhut et Nha Be ont manifesté contre les licenciements abusifs. De même 300 autres dépendant de Vinaspec (filiale de la firme française Specia-Rhône-Poulenc soit dit en passant...).

Dans l'ensemble, le chômage s'étend rapidement dans les villes, en même temps qu'y croît la colère contre les raffles destinées à envoyer les hommes âgés de 17 à 50 ans sous les drapeaux. Parmi les couches de la population, les catholiques se sont récemment manifestés et de nombreuses arrestations ont eu lieu dans leurs rangs. L'attitude courageuse de l'évêque de Hué, désavoué par d'autres membres de la hiérarchie certes, mais qui semble avoir rencontré un soutien de masse, est significative. Tout cela peut converger à assez court terme vers des mouvements importants dans les villes.

— Mais il y a un revers à cette médaille. Il y a d'une part une grande lassitude dans la population au Sud Vietnam. D'autre part, l'intervention massive de l'aviation US a atteint un degré de concentration jamais vu encore en Indochine. Les concentrations de troupes des révolutionnaires ont été soumises à un déluge de fer et de feu dont il est impensable qu'il n'ait pas obtenu quelques résultats. Même si les FALP sont passées maîtresses dans l'art de la sape, du souterrain, de l'abri, à partir du moment où elles attaquent, il y a fatalement un temps où elles sont à découvert. Les blindés, nouvellement utilisés par les révolutionnaires sont eux aussi vulnérables. Sans discuter pour savoir si les FALP étaient malhabiles dans leur emploi, comme des commentateurs occidentaux l'ont prétendu, il reste que les chars résistent mal aux attaques aériennes et aussi aux missiles guidés électroniquement dont les fantoches semblent être pourvus, au moins maintenant puisqu'ils semblent en avoir été démunis au début de l'offensive.

Si on fait le bilan général, sur le plan militaire, on relève que selon l'Agence de Presse du Gouvernement Révolutionnaire Provisoire, les fantoches et les Américains ont perdu 150 000 hommes tués ou blessés, capturés ou ralliés ; notamment trois divisions régulières totalement éliminées, le restant ayant sévèrement souffert. 3 000 véhicules militaires, 500 canons, 600 avions auraient été perdus par Saïgon, le tout constituant et de loin les plus grosses pertes du camp de l'impérialisme depuis le début des guerres d'Indochine. Si l'on considère les stocks très importants capturés intacts par les révolutionnaires, si l'on ajoute à ce bilan les avions (une centaine ?) perdus par les Américains sur le Nord, et les pertes subies au Laos et au Cambodge, l'on voit que le bilan est lourd, pour le camp impérialiste. Mais nous avons dit que les pertes des révolutionnaires, surtout en hommes, probablement aussi en blindés, ne pouvaient pas être sous-estimées. Tout se passe comme si les grandes unités régulières lancées pour la première fois dans la bataille avec leur armement lourd s'étaient en partie sacrifiées pour permettre aux unités locales et provinciales du GRP de mettre en pièces la vietnamisation.

Conclusion (provisoire)

Car c'est bien là le résultat le plus impressionnant des trois mois et demi qui viennent de s'écouler. Les mythes de Nixon et du Pentagone se sont effondrés : contrairement à toutes les prévisions des stratégies bourgeoises — et peut-être aussi quelques autres — les révolutionnaires vietnamiens, prétendument à bout de souffle, incapables de monter des opérations à une échelle supérieure à celle de la compagnie ou du bataillon, ont lancé ce à quoi on s'attendait le moins à Saïgon : une offensive de grand style, avec des moyens lourds, sur trois fronts. Certes, il a fallu pour cela lancer dans la bataille des unités qui venaient de loin, quitte à prêter le flanc aux accusations impérialistes d'une « attaque » du « Sud » par le « Nord ». Et ce prix — comme celui des pertes — ne peut être négligé car il a porté sur l'opinion publique mondiale. Mais, surtout, le mythe de la vietnamisation réussie, du contrôle des fantoches sur les campagnes est impossible à défendre devant les faits. Et l'on comprend d'ailleurs l'hostilité croissante des gens de Saïgon vis-à-vis des journalistes étrangers qu'il est difficile d'abuser partout et tout le temps.

Débutée entre le voyage de Nixon à Pékin et celui à Moscou, l'offensive Printemps-Eté des révolutionnaires vietnamiens semble avoir atteint les buts politiques qui manifestement étaient les siens. Il est difficile de savoir si elle a atteint ses buts militaires, mais dans la mesure où ceux-ci étaient au départ totalement subordonnés aux buts politiques, l'on serait tenté là aussi de répondre par l'affirmative, et à sourire de ceux qui parlent des erreurs de Giap sans connaître ce qu'est réellement une guerre révolutionnaire.

Reste à savoir comment l'investissement — coûteux — qu'a représenté à un moment crucial cette offensive pourra être monnayé sur le terrain politique et diplomatique. Une chose est sûre. Les Vietnamiens ont fait savoir en y mettant le prix, qu'on ne décidait pas de leur sort sans eux. Cette position que certains commentateurs de la presse libérale qualifient d'obstination inutile et meurtrière est un élément supplémentaire qui permet de juger sur pièces, la direction vietnamienne sur ses mérites révolutionnaires.

Alain PETERSEN

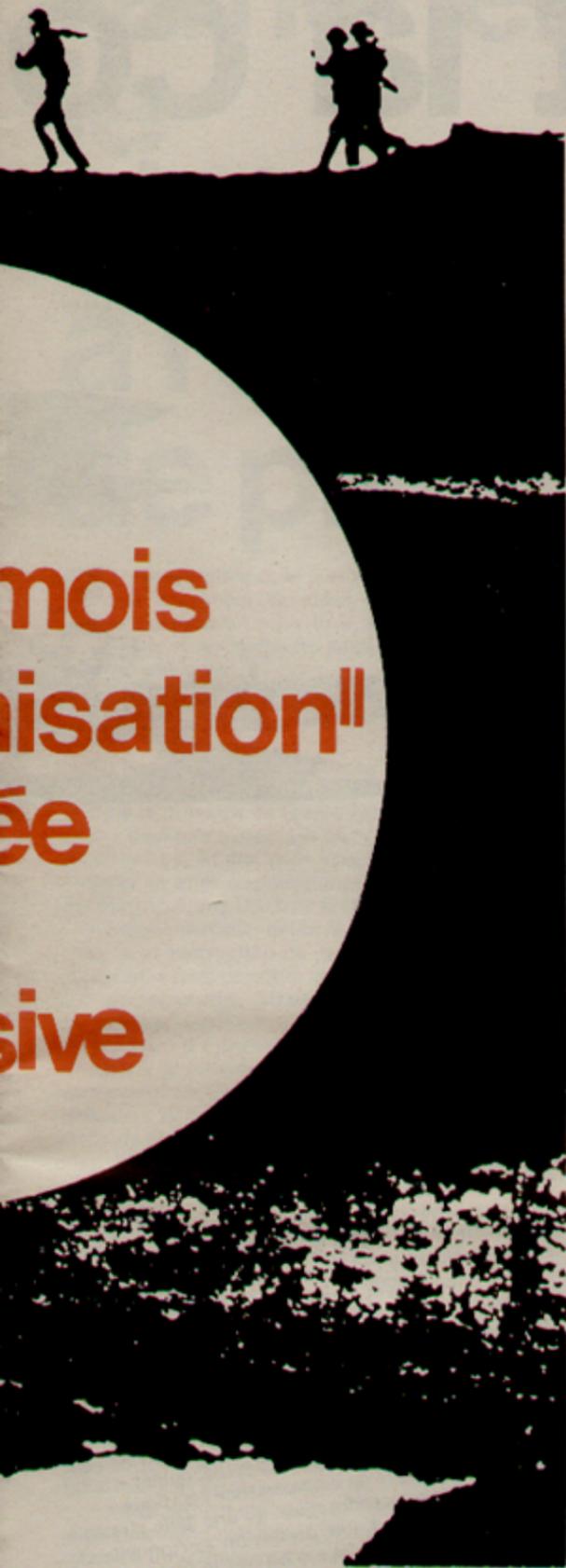


photo Magnum

d'opérer sur des lignes intérieures alors que les révolutionnaires sont à la périphérie). De plus, clament les mass media de l'impérialisme, le formidable matraquage aérien US, lancé massivement dans la bataille dès son début, porte ses fruits.

En fait, l'analyse détaillée des opérations montre que cette interprétation est erronée. De nombreux journalistes et commentateurs spécialisés ont remarqué de façon concordante et non démentie depuis, que les révolutionnaires auraient pu occuper Hué, Kontum et même An Loc assez facilement. La déroute des unités fantoches qui fuyaient sur les routes mêlées à la population civile qui cherchait à échapper aux bombardements, qui prenaient d'assaut les hélicoptères d'évacuation était telle qu'aucune d'entre elles ne pouvait s'opposer efficacement à une telle conquête.

Pourtant les FALP ont freiné puis arrêté leur avance. Ils ont entouré les villes, harcelé ses occupants, empêché renforts et munitions de parvenir, et Thieu a dû envoyer ce qui lui restait de réserve vers ses points chauds, non sans avoir limogé en pleine bataille, trois généraux : Hoang Xuan Lam, Vu Van Giai et Ngo Dzu !

A An Loc, c'est toute une division venant du Mékong, plus une brigade de paras de la Garde présidentielle qu'il a fallu faire monter en ligne pour tenir la 2ème ceinture défensive de Saïgon.

A Quang Tri, les révolutionnaires ont laissé dans les derniers jours, les meilleures divisions fantoches s'enfoncer vers le chef-lieu de la région dans une offensive frontale, réalisée dans des conditions tactiques aberrantes. Cette contre-attaque aboutit au résultat manifestement attendu par les FALP de créer de toute pièce un nouvel An Loc qui cloue au sol les troupes fantoches les plus combattives et qui ne pourront être utilisées ailleurs.

le vietnam et la co

● Au printemps 1971, le « New York Times » révèle les secrets du Pentagone (1). L'Américain moyen apprend ainsi avec stupéfaction l'entière et totale responsabilité des Etats-Unis dans l'origine et le déclenchement de la deuxième guerre du Vietnam et son extension à toute la péninsule indochinoise.

Personne ne peut plus nier que le gouvernement américain a violé les accords de Genève, notamment la clause de la victoire d'Ho Chi Minh, de démocratisation et de libre élection. Ainsi plus personne ne peut se faire d'illusions sur l'origine des « Deux Vietnams » et la mystification que représente cette thèse et son corollaire, l'agression du Nord contre le Sud. Un pan entier de la justification de l'intervention américaine au Vietnam s'écroule. Mais les papiers du Pentagone réservés bien d'autres surprises : les incidents du golfe du Tonkin qui permirent à l'opinion publique (1964) à Johnson de faire accepter par le Nord, se révélèrent finalement être une vulgaire provocation préparée de longue date par le Pentagone.

Nixon isolé

Privé de tout son fatras mensonger, Nixon courrait vers l'isolement, d'autant que les révélations des massacres et des crimes de guerre commis par l'armée US venaient de secouer un très large secteur de l'opinion américaine. Cet isolement se concrétisa le 22 juin 71, lorsque le Sénat vota une résolution qui demandait « avec insistance au président de fixer une date finale pour le retrait d'Indochine de toutes les forces armées américaines à condition que soient libérés tous les prisonniers de guerre américains retenus par le gouvernement du Vietnam et de ses alliés ». La question des prisonniers de bataille diplomatique pour couvrir la reprise « limitée » des bombardements contre le Nord, se retournait contre lui. En effet, le 1er juillet 71, huit jours après le vote du Sénat, le GRP présentait son plan de paix en sept points

qui liait les conditions de libération des prisonniers à un plan de retrait des troupes US. L'administration Nixon était prise à son propre piège. Pour satisfaire son opinion publique, qu'elle avait tant « chauffée » sur cette question, il lui suffisait de fixer la date du retrait de toutes les forces américaines au Vietnam. On mesure la profondeur de l'impasse si l'on ajoute qu'à cette époque une opposition au régime Thieu se manifestait avec virulence à Saïgon (affaires Ky et Minh).

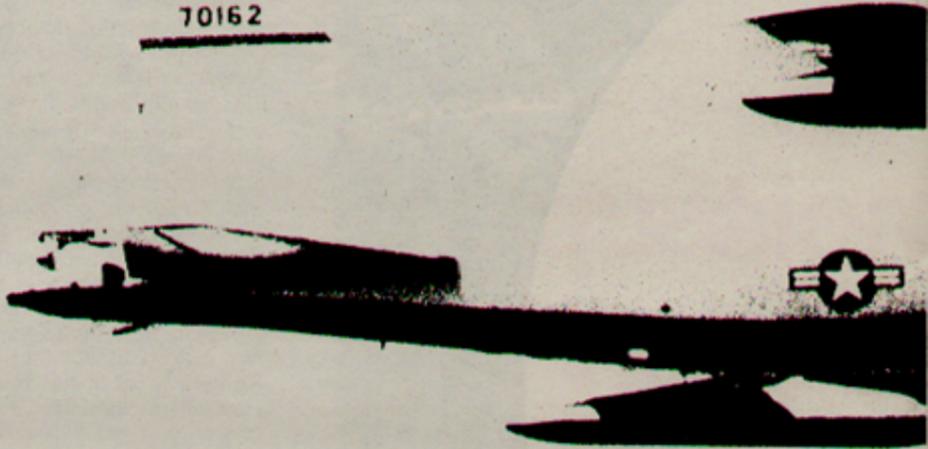
Nixon à Pékin

L'opinion mondiale était suspendue aux lèvres de Nixon. Comment pourrait-il s'en sortir ? L'opposition vietnamienne elle-même exigeait la date du retrait des troupes.

Alors éclata la « bombe » : Nixon irait à Pékin. Coup de chapeau. Le retournement est spectaculaire, la presse bourgeoise dans le monde entier ne spéculait plus, elle est sûre : Nixon est l'apôtre de la paix. Les circonstances dans lesquelles intervenait cette nouvelle permettaient une fois de plus à l'impérialisme de priver les Vietnamiens du bénéfice d'une situation qu'ils avaient créée avec obstination, et d'énormes sacrifices. Le voyage à Pékin autorisait Nixon à ramasser la mise et à dire « banco » devant une opinion publique médusée. Le coup était « joli ».

Le partenaire qui se prêtait au jeu, n'était pas un débutant dans ce genre de partie entrée dans le vocabulaire politique sous le nom de **Coexistence Pacifique** : Chou En-Lai. En 1954 pendant les négociations de Genève, il avait réussi à conclure un accord qui les privait en grande partie du bénéfice politique d'une victoire militaire. « Des membres de la délégation vietminh ont ouvertement déclaré que la pression du premier ministre chinois Chou En-Lai et du ministre des Affaires Etrangères soviétique, Molotov a forcé leur pays à accepter moins que ce qu'il aurait pu obtenir ici » (2).

70162



Nixon à Moscou

L'invitation de Nixon à Pékin — à ce moment là — prendra place dans l'histoire à côté des « grandes » trajectoires du mouvement révolutionnaire international par les bureaucraties ouvrières. Elle est aussi grave que le moment où l'aviation américaine minait les ports de la RDVN, après le déclenchement de l'offensive des Forces Armées de Libération Nationale au Sud, en avril dernier. Qualitativement la politique chinoise ne se distingue pas de la politique soviétique. Elles découlent toutes deux de la stratégie dite de « coexistence pacifique ».

Ce qu'il faut comprendre c'est qu'une telle stratégie n'est pas l'expression d'une perversion personnelle de ceux qui la pratiquent, qu'elle n'est pas le triste résultat d'une erreur de jugement passagère, mais qu'elle est la seule politique que peut mener une bureaucratie ouvrière au pouvoir, car elle est indissolublement liée à la conception selon laquelle le socialisme peut être construit dans un cadre national. Elle n'est que la conséquence logique de la théorie du « socialisme dans un seul pays ».

La coexistence pacifique

Les intérêts de la bureaucratie — en tant que couche dirigeante privilégiée — ne peuvent être conséquemment défendus qu'au niveau de l'Etat national, parce que celle-ci tire la source de son pouvoir politique et donc ses privilèges des rapports de production que la révolution a établis à l'échelle nationale dans le contexte d'un certain rapport de force avec l'impérialisme (compris ici comme système économique dominant à l'échelle de la planète).

Le facteur décisif qui permet à la bureaucratie d'émerger lors du processus révolutionnaire est la non-extension de celui-ci au niveau international. La révolution qui a soustrait un Etat du marché mondial, s'enlise dans ses frontières nationales en un système qui n'est déjà plus le capitalisme, mais pas encore le socialisme. Pour que celui-ci voit le jour, deux conditions devront commencer à se réaliser : une redistribution de la division du travail à l'échelle internationale avec la réorganisation planifiée de la production et des échanges en fonction des besoins et non plus de la loi du marché impérialiste et par conséquent la disparition des Etats nationaux.

Notes

(1) Les dossiers secrets du Pentagone

(2) Cité par Lacouture et Devillers « De la guerre française à la guerre américaine », Seuil



existence pacifique



On comprend aisément que si la révolution en ne se développant que nationalement permet l'apparition d'une couche dirigeante qui détient le privilège de la répartition des richesses sociales, réciproquement cette bureaucratie ne peut se maintenir au pouvoir que si elle bloque le développement de cette même révolution au niveau mondial. La bureaucratie va construire « le socialisme dans un seul pays ». En fait le « socialisme » ne peut progresser d'un poil dans un tel cadre : seuls sont maintenus de nouveaux rapports de production, farouchement défendus car source de pouvoir, mais sur lesquels vont se greffer une nouvelle hiérarchie sociale incapable de tolérer la moindre autonomie au mouvement des masses. Les intérêts du nouvel Etat ne sont en dernier ressort que les intérêts de la bureaucratie elle-même, car elle seule tire profit de l'existence d'un tel Etat national. Là se trouve l'explication de l'incompatibilité des intérêts de l'Etat ouvrier bureaucratique et des intérêts de la révolution socialiste mondiale. Dans une telle optique, les compromis avec l'impérialisme sont indispensables pour la bureaucratie, car le nouvel Etat ne peut complètement se soustraire au marché mondial et vivre en autarcie.

Le prix qu'il faut payer

Quand l'Etat ouvrier est faible et la révolution mondiale stagnante ou en recul, de tel compromis apparaissent comme un répit obtenu au détriment de l'impérialisme.

Mais lorsque l'impérialisme est aux abois, talonné par le développement de la révolution, tout compromis profite à ce dernier, lui permet de rassembler ses forces et en fin de compte affaiblit la révolution. C'est le prix que fait payer la bureaucratie aux travailleurs du monde entier pour se maintenir dans sa position d'usurpatrice du pouvoir. Le succès ou non d'une telle politique de « coexistence pacifique » dépend d'un facteur que ni l'impérialisme, ni la bureaucratie ne peuvent réellement contrôler : le mouvement des masses à l'échelle mondiale. En général, celui-ci sert les intérêts des bureaucrates s'il reste dans les limites que lui assigne l'Etat ouvrier dans le cadre de ses manœuvres diplomatiques. Au delà, il devient un élément de perturbation qu'il faut entraver ou amener à composition.

C'est le mouvement révolutionnaire international qui détermine les aléas de la « coexistence pacifique ». Ainsi après Yalta, la bureaucratie soviétique a été incapable de contrôler le développement de la Révolution coloniale. Cette incapacité est l'explication réelle de la période qui va suivre : « la guerre froide ». L'Union Soviétique ne parviendra à rétablir sa politique de coexistence qu'au prix de nombreuses trahisons et de l'éclatement du mouvement communiste international. La Chine et l'exemple qu'elle représentait pour tous les peuples colonisés étaient en réalité la principale source du conflit né de la guerre froide. La bureaucratie chinoise ne voulut pas faire les frais d'une politique de coexistence « new look » inaugurée par Kroutchev. Elle n'était disposée à entrer dans le jeu qu'à son propre profit et non par personne interposée tant il est vrai que les intérêts de bureaucraties d'Etat ne peuvent être que divergents à long terme (les conditions de survie de l'une et l'autre n'étant pas identiques).

De nouvelles cartes...

Pour que la bureaucratie chinoise puisse jouer sa carte, il fallait que le rapport de forces entre elle et l'impérialisme se modifie en sa faveur, notamment en Asie. La guerre d'Indochine allait lui en donner l'occasion. Les Etats-Unis sachant qu'ils ne pourront remporter une victoire militaire au Vietnam se préparent à établir un nouvel équilibre mondial qui sanctionnera leur déclin, mais devrait leur permettre, de leur propre point de vue, de sauver l'essentiel.

La bureaucratie chinoise n'a fait que saisir la perche au vol, mais sur le dos des Vietnamiens. Toutes les déclarations d'intention ne changeront rien à l'affaire. Elles ne pourront masquer la réalité : la Chine est prête à sacrifier les aspirations révolutionnaires des autres peuples quand il y va de ses intérêts d'Etat.

On le savait déjà pour l'Union Soviétique — et depuis longtemps. Mais le schisme sino-soviétique — et depuis la révolution culturelle avaient caché la nature réelle de la direction chinoise.

Aujourd'hui le voile est levé.

La coexistence périra

La responsabilité de la Chine est immense si l'on songe (sans que cela puisse l'excuser) que le voyage à Pékin de Nixon, a fourni à l'Union soviétique l'alibi dont elle avait besoin pour inviter ce dernier à Moscou, et ce en pleine offensive.

Il faut répéter avec force que sans de tels « succès » diplomatiques, Nixon aurait probablement été obligé de négocier avant les élections de novembre aux conditions fixées par les Vietnamiens. Comment interpréter autrement ce leitmotiv sans cesse répété par les porte-paroles vietnamiens : « Le temps est révolu où les grandes puissances pouvaient passer par dessus le dos des peuples pour résoudre les problèmes du monde » ou encore « Le problème vietnamien est un problème entre l'impérialisme et le peuple vietnamien. Il doit être résolu par le Vietnam et les Etats-Unis sur la base du respect de l'intégrité territoriale du Vietnam et du droit de la population sud-vietnamienne à l'autodétermination ».

La résolution des révolutionnaires vietnamiens est l'os en travers de la gorge de la « coexistence pacifique ». Actuellement il n'y a pas de compromis sur le fond possible. Par ailleurs, les rapports de forces ont bien changé depuis Yalta, et aussi depuis le début des années 60 où Kroutchev se fit le pèlerin de la paix.

Or la coexistence pacifique ne peut rien faire d'autre que sanctionner un rapport de forces existant. Elle n'est pas le moteur de l'évolution historique. Ce qui compte derrière les combattants révolutionnaires qui montaient à l'assaut de Quang Tri ou de Kontum, c'était l'armée des opprimés et des exploités du monde entier qui se levait. Contre cette armée, le jour où elle sera en ordre de bataille, la « coexistence pacifique » ne pourra rien. Elle périra avec ses promoteurs.

Michel ROTMAN



notre responsabilité

Nous pouvons agir, nous devons agir : le premier devoir de tout révolutionnaire, c'est l'internationalisme à l'égard d'une révolution qui se fait.

● Nombreux sont ceux qui se déclarent solidaires des peuples d'Indochine en lutte. Rares pourtant sont ceux qui œuvrent concrètement, efficacement à aider à leur victoire. Alors que de 1966 à 1968 l'extrême-gauche était engagé (à l'exception des militants de l'actuelle AJS et « Lutte Ouvrière ») dans un large travail de solidarité de masse envers la révolution vietnamienne, au travers des « Comités Vietnam National » et des « Comités Vietnam de Base », aujourd'hui seules quelques-unes de ses composantes se retrouvent dans la construction du « Front Solidarité Indochine ». S'engageant à fond dans les nouvelles perspectives de travail, en direction de la classe ouvrière française, ouvertes par Mai 68, bien des militants — et des organisations — ont connu une profonde dépolitisation quant aux luttes anti-impérialistes. Des courants « tiers-mondistes » d'alors, tels les courants pro-chinois, malgré d'importantes traditions, ont même abandonné toute activité de soutien conséquente. Et pourtant l'importance internationale de la révolution indochinoise n'a pas décliné. Elle reste le lieu principal d'affrontement entre les forces de la révolution mondiale et celle de la contre-révolution. Elle reste le catalyseur premier des contradictions de la stratégie impérialiste et de la politique du stalinisme. Elle reste le critère essentiel à propos duquel peut se juger l'internationalisme réel des forces de l'extrême gauche. Car nous pouvons être efficaces.

L'activité de solidarité envers la révolution indochinoise est d'abord une dimension nécessaire de la construction du parti révolutionnaire. On peut construire une organisation économiste (« Lutte Ouvrière ») réformiste (AJS) ou empirique, spontanéiste et ultra-gauche (maoïstes) sans faire du Vietnam une pierre de touche de son activité. On ne peut certainement pas construire un parti marxiste, révolutionnaire et internationaliste. Mais là n'est peut-être pas l'essentiel ! L'essentiel est que nous pouvons peser sur le cours de la révolution indochinoise et qu'à ce titre notre responsabilité est pratiquement engagée.

Le soutien international : une donnée stratégique de la victoire.

Dans un article intitulé « Les cinq effets négatifs d'un moyen de guerre », le quotidien nord-vietnamien Nhan Dan analyse les faiblesses de l'emploi comme arme clef par les U.S.A. de l'aviation (1). Cet article permet de comprendre un aspect de la résistance victorieuse du peuple vietnamien à l'escala U.S. Mais cet article permet aussi de voir combien l'approfondissement des contradictions inhérentes à la politique américaine dépend pour un large part de facteurs extérieurs au seul champ de bataille indochinois. Le premier effet négatif réside dans l'augmentation des pertes de l'aviation et de la marine U.S. (plus de 1 000 avions U.S. détruits au Vietnam durant le dernier trimestre). Mais il est clair que cette argumentation des pertes dépend largement de la qualité de l'aide fournie par l'URSS et la Chine. La deuxième erreur consiste de la part des U.S.A., à espérer contrebalancer leurs défaites sur le terrain de bataille indochinois par le blocus des frontières du Vietnam. Mais là encore, les effets de ce blocus, s'ils ne peuvent être dé-

cisifs seront d'autant plus faibles que la réponse soviéto-chinoise sera plus ferme. Le troisième effet négatif est d'ordre politique : en promouvant l'escalade Nixon dévoile à nouveau le vrai caractère de sa guerre qu'il avait tenté de masquer par la « vietnamisation ».

Mais pour que cette mise à nu devienne effective, il faut qu'elle se concrétise sous la forme d'une opposition politique active à la poursuite de l'escalade. Le quatrième effet négatif est la désorganisation du système international de déploiement des forces militaires U.S. et le déséquilibre budgétaire qu'implique l'effort de guerre indochinois. Mais pour que cette désorganisation et ce déséquilibre deviennent immédiatement dangereux pour l'impérialisme américain, il faut que de nouveaux mouvements révolutionnaires de part le monde s'engouffrent dans les failles ainsi découvertes et que la dégradation de la situation économique de l'impérialisme se prolonge sous forme de crise socio-politique dans les pays capitalistes développés. Le cinquième effet négatif réside en ce que la poursuite et le développement de l'escalade tuent la « vietnamisation » en tant que politique néo-coloniale, en réengageant toujours plus les U.S.A. dans le conflit. Mais là encore cet effet n'est grave pour l'impérialisme U.S. que par ses conséquences qui ne sont que partiellement localisées en Indochine (voir notamment la menace d'une relance du mouvement anti-guerre américain).

Parce qu'ils ne peuvent concurrencer la puissance économique et technologique des U.S.A., parce qu'ils ne peuvent ni ne veulent porter par des moyens militaires la guerre sur le sol nord-américain, les peuples d'Indochine ne peuvent vaincre définitivement en dehors d'un contexte international favorable. A savoir : une aide qualitativement décisive du « camp socialiste » qui permette de rendre trop coûteuse la poursuite de l'escalade ; l'éclatement de nouveaux foyers révolutionnaires de masse qui force l'impérialisme à disperser ses efforts militaires et financiers (ce que Guévara appelait « créer deux, trois, de nombreux Vietnam ») ; le développement d'un mouvement anti-guerre international et aux U.S.A. susceptible d'isoler effectivement le gouvernement américain et de lui lier les mains. De tous ces facteurs, le développement du mouvement anti-impérialiste mondial est celui sur lequel nous pouvons le plus immédiatement agir. Nous avons vu le prix que les grands du « camp socialiste » étaient prêts à payer pour la politique de coexistence pacifique. Ils ne modifieront pas leur politique sans l'émergence sur leur gauche d'une contestation de masse. Et peu nombreux sont les nouveaux foyers révolutionnaires de masse susceptibles de se développer suffisamment dans l'immédiat pour interdire à l'impérialisme de continuer à concentrer ses efforts en Asie du Sud-Est. Là encore le renforcement du mouvement anti-impérialiste mondial peut être un moyen de faire murir les conditions subjectives de la révolution.

Américains. Les combattants indochinois ont pleinement conscience de ne pas lutter seulement pour leur propre libération nationale et sociale mais aussi d'aider au développement de la révolution dans le monde entier. Ils suivent en conséquence avec attention les luttes qui se déroulent, aussi bien que les actions de soutien que nous pouvons promouvoir. Et par nos actions nous n'apportons pas seulement une solidarité politique concrète aux combattants, contribuant ainsi à renforcer leur détermination, mais nous tendons également à ébranler la stabilité politique des régimes fantoches. Les Thieu et autres Lon Nol ont lu les dossiers du Pentagone et connaissent l'attention que porte aux mouvements anti-guerre le gouvernement américain. Ils se souviennent du sort de Diem abandonné par les Américains en 1963 et assassiné. Ils savent que tout développement du mouvement anti-impérialiste mondial fait peser sur eux une menace, hypothèque leur avenir.

Nous pouvons aussi agir en direction du mouvement ouvrier organisé. Nous savons que l'ampleur du soutien international ne dépend pas que de nos seules forces et que nous pouvons obliger les réformistes sociaux-démocrates et stalinien à multiplier et radicaliser leurs actions. L'apparition en 1966-68 des « Comités Vietnam » n'a pas été pour rien dans la radicalisation des mots d'ordre que le PCF a dû opérer (il accepte que sa jeunesse ne défile plus sous le seul mot d'ordre de « Paix au Vietnam » mais scande « jusqu'à la victoire, toujours » slogan autrefois vigoureusement condamné). La présence aujourd'hui du FSI n'est certainement pas étrangère à la multiplication des manifestations des 44 organisations cette année. Ces exemples montrent ce qu'il est possible de faire : forcer le mouvement ouvrier officiel à la mobilisation et par là démultiplier bien au delà de nos seules forces le nombre des manifestants ; approfondir leur engagement et promouvoir de nouveaux thèmes de luttes et de nouvelles formes d'actions ; faire payer aux grands du « camp socialiste » un prix politique toujours plus lourd à leur trahison. C'est parce que nous savons que nos forces seules ne suffisent pas et que nous pouvons agir avec et sur les autres que nous avons pour mot d'ordre : « Front uni anti-impérialiste en défense de la révolution indochinoise ».

Nous pouvons agir en direction du mouvement anti-guerre américain. Déjà en 1966-68, nos actions avaient pesé dans ses premières mobilisations. Aujourd'hui encore, l'existence d'un puissant mouvement anti-impérialiste européen serait d'une aide très importante pour les militants du mouvement américain pour les aider à relancer les grandes actions de masse. Car il serait la preuve que la guerre n'est pas finie et que l'escalade américaine suscite une condamnation universelle. Or nous connaissons l'importance décisive du mouvement anti-guerre américain. C'est lui qui au tout premier chef peut lier les mains à Nixon aujourd'hui, à quiconque demain voudrait poursuivre la politique de « vietnamisation ». C'est aussi pour aider à son développement que notre objectif n'est pas la relance de l'action en France seule mais dans toute l'Europe Occidentale

mieux vaut s'adresser au bon dieu qu'à ses saints...

● Un certain nombre de parlementaires dont plusieurs membres du PC et de l'UDR viennent de signer une communiqué commun condamnant les crimes américains au Vietnam. A n'en pas douter, c'est un progrès notable — pas seulement de la part de certains UDR comme De Grailly — mais aussi des membres du PC.

Jusqu'alors, ils avaient toujours refusé l'unité d'action sur la question du Vietnam (comme sur d'autres points) avec les révolutionnaires sous le prétexte que ceux-ci étaient des « agents » du pouvoir.

Nous constatons simplement qu'aujourd'hui le PC réalise une initiative commune avec le pouvoir directement. Sans doute, à cause du vieil adage : « Il vaut mieux s'adresser au Bon Dieu qu'à ses Saints »....

Nous pouvons être efficaces

Peut-être avez-vous raison, diront certains. Mais comment croire que l'extrême gauche révolutionnaire puisse réaliser un tel objectif, elle reste bien trop faible. Seul le mouvement ouvrier officiel pourrait gêner le gouvernement américain par ses actions s'il le voulait... Mais il ne veut pas payer le prix nécessaire, et une telle position revient à accepter avec fatalisme l'isolement international des révolutionnaires indochinois. Or il n'est pas vrai que nous soyons impuissants par faiblesse numérique. Nous pouvons et nous avons déjà agi efficacement.

Les forces que nous pouvons mobiliser directement ne sont pas négligeables. Pour peu que l'on conçoive notre travail comme une campagne prolongée, intense et de masse, et que l'on ne se contente pas de manifestations ponctuelles et répétitives où seule une partie des militants d'organisation se rendent. A cette condition, ce sont des dizaines de milliers de militants que l'extrême gauche française pourrait entraîner à l'action. Et cela suffit pour agir. Et d'abord en direction des révolutionnaires indochinois comme des fantoches des

conférence de presse de Jane Fonda

● Mercredi dernier, de retour d'Hanoi, Jane Fonda a tenu une conférence de presse à Paris. Elle confirma les témoignages déjà connus en racontant les bombardements des objectifs civils et de la population, à de très grandes distances de toute installation stratégique, militaire ou économique.

Puis elle présenta un film qui a été tourné durant son séjour en RDVN. Ce document présente l'intérêt de montrer les attaques contre les digues et les destructions qu'elles entraînent, notamment les fissures qui sont susceptibles de s'ouvrir en larges brèches lors des crues de cet été. La fin du film est consacré à l'interview de 7 prisonniers de guerre américains qui tous — avec des nuances — condamnent la politique américaine et expliquent qu'ils ont pris conscience du caractère criminel de cette guerre depuis qu'ils sont prisonniers en RDVN.



photo TRIX

Manifestation du FSI

Nous pouvons, enfin, dénoncer toutes les complicités qui de part le monde, lient le capitalisme international à l'impérialisme américain et à la poursuite de la guerre d'Indochine. Tel est le sens des campagnes que le FSI a engagées contre les firmes multinationales qui participent à l'effort de guerre et contre la politique d'ambiguïté volontaire et complice de notre propre gouvernement. Par notre action nous pouvons contribuer à isoler internationalement le gouvernement U.S. et lui interdire en conséquence de nouveaux pas dans l'escalade. La campagne engagée pour dénoncer partout la responsabilité des U.S.A. dans une éventuelle rupture des digues au Nord-Vietnam illustre ce qui peut et doit être fait.

Nous savons que le facteur principal, essentiel, de la victoire reste l'extraordinaire capacité de combat et d'organisation des peuples d'Indochine et du peuple vietnamien en tout premier lieu. Nous savons que nous ne pouvons en quelques mois relancer au niveau où il le faudrait le mouvement anti-impérialiste et qu'il est nécessaire de promouvoir un travail de masse prolongé. Mais nous savons aussi que nous pouvons jouer un rôle. Que ceux qui en douteraient relisent les appels lancés par les premiers intéressés, les révolutionnaires indochinois, qui expliquent leur participation à des activités du FSI et relatent dans la presse indochinoise des actions de soutien développées dans le monde. En 1968, c'est l'offensive du Têt qui a forcé l'impérialisme américain à changer de tactique. Mais le poids du mouvement anti-guerre aux U.S.A., la décomposition politico-morale du corps expéditionnaire U.S. et l'ampleur du mouvement anti-impérialiste mondial ont aussi lourdement pesé dans la balance des forces. Aujourd'hui le « Front Solidarité Indochine » se construit au travers de campagnes nationales et d'un travail de masse prolongé. En son sein tous ceux qui veulent déployer une activité conséquente de solidarité envers la révolution indochinoise le peuvent ; refuser, c'est refuser le premier devoir de tout révolutionnaire : le devoir d'internationalisme à l'égard d'une révolution qui se fait !

Pierre Rousset

lettre de madame binh

A l'Association Médicale
Franco-Vietnamienne

Le Ministre des Affaires Etrangères
du Gouvernement Révolutionnaire Provisoire
de la République du Sud-Vietnam
Verrières le Buisson, le 23 mai 1972

Professeur Agrégé André Roussel
Association Médicale Franco-Vietnamienne
13, rue Payenne
Paris 3e

Cher Professeur et Ami,

C'est avec une grande joie que j'ai pris connaissance de la nouvelle campagne de solidarité sanitaire lancée par l'Association Médicale Franco-Vietnamienne en soutien à la lutte de notre peuple.

Au moment où notre lutte entre dans une phase très importante, mais où l'ennemi ne se résignant pas à la défaite, se livre à des représailles effrénées contre notre population, cette initiative de l'AMFV, tout comme les autres formes de soutien du peuple français à notre lutte, revêt une grande signification. Elle constitue un soutien politique en même temps qu'une aide matérielle précieuse pour résoudre les problèmes sociaux et sanitaires de la population dans les régions nouvellement libérées, ainsi que dans les soins apportés à nos combattants.

J'apprécie vivement cette initiative de l'AMFV et lui souhaite d'avance plein succès. Les résultats de cette nouvelle campagne, ainsi que l'aide fournie par les autres organisations d'aide médicale et sanitaire en France et dans les pays d'Europe, sont une source d'encouragement à la lutte de la population sud-vietnamienne pour ses objectifs sacrés d'indépendance et de liberté.

Avec mes remerciements anticipés, je vous prie d'agréer, Professeur et cher ami, l'expression de ma cordiale sympathie.

Nguyen Thi Binh



D.R.

(1) Bulletin du Vietnam (édité par la délégation de la RDVN), No 25 du 15/7/72.



dans l'état ouvrier du nord dans les zones libérées au sud : le mouvement des masses moteur de l'économie vietnamienne

● Jamais, dans l'histoire, un pays n'a été aussi bombardé que le Vietnam. Jamais non plus un pays n'a tenu avec autant de ténacité. La raison en est simple : les Vietnamiens ont « quelque chose à défendre ».

L'indépendance et la liberté en premier lieu contre une agression qui essaie de détruire toutes les structures traditionnelles : religion, vie communautaire, vie intellectuelle (littérature, musique etc...). Avec, en toile de fond, l'anglicisation du langage commercial. Avec aussi la tentative d'imposer aux minorités nationales un mode de vie calqué sur celui de la capitale ou, au contraire, l'utilisation de celles-ci dans la politique de guerre US.

Mais ce qui donne l'essentiel de sa force à la Résistance, ce sont ses conquêtes sociales. Ce sont elles qui cimentent le bloc ouvrier-paysans-intellectuels sur lequel s'appuie le processus révolutionnaire.

Le Nord Vietnam Base de départ

Sous la colonisation française, le Vietnam était un pays totalement dépendant. L'agriculture était maintenue dans un état presque médiéval, l'industrie nationale étouffée par l'afflux des marchandises françaises, l'artisanat traditionnel ruiné. Les seuls produits favorisés sur place étaient l'alcool et le tabac, l'hévéaculture et les industries d'extraction. En bref, une économie totalement dirigée vers la métropole, le Vietnam important le moindre de ses biens de consommation.

Au déséquilibre de cette économie s'ajoutait le poids du système féodal, maintenu comme forme de coercition par les administrateurs français. Le paysan vietnamien se heurtait ainsi à deux obstacles, apparemment dissociés, en réalité aspects liés d'une même politique : les taux de fermage de plus en plus abusifs des propriétaires fonciers et féodaux, et le poids de l'administration coloniale.

Le même phénomène se retrouve aujourd'hui au Sud-Vietnam. Mais il faut bien ajouter les effets économiques cataclysmiques de l'urbanisation forcée et de l'inflation accélérée par le départ des Américains. A court terme, un effondrement économique du régime de Saïgon n'est pas à écarter.

De la révolution d'août au plan quinquennal

C'est dans un tel climat de crise économique que se déclenche la révolution d'août 1945 : famine endémique, paralysie totale des communications etc.. Or, en pleine

guerre coloniale, l'économie de la Résistance va réussir à juguler la famine. La redistribution des terres aux paysans pauvres, l'allègement et souvent la suppression du fermage, l'impulsion à l'artisanat seront les principaux axes de cette économie.

Mais, dès 1952, on s'aperçoit que certaines de ces mesures sont insuffisantes et que la mobilisation des masses paysannes s'essouffle. Aussi est décidé, en 1952, le remboursement rétroactif des dettes indument perçues. Le 4 décembre 1953, l'Assemblée Nationale vote la réforme agraire : la redistribution totale des terres, y compris domaniales, aux paysans donnera au cours même de la guerre des avantages matériels indiscutables aux paysans. Giap insiste sur le rôle décisif de cette réforme dans la victoire de Dien Bien Phu. Après 54, la poursuite de la réforme agraire se marquera par des erreurs bureaucratiques. En certains endroits, les paysans moyens seront opposés aux paysans pauvres, ce qui entraînera une baisse de la production. Dès 1956, le Parti fait une autocritique publique et met en place une politique progressive de coopération agricole : équipes d'entraides, village traditionnel, coopératives « semi-socialistes » et fermes d'Etat. Le passage de ces étapes ne peut se faire que « sur la base du libre consentement, du profit matériel et de la gestion démocratique ».

L'aide de l'Etat se révèle vite nécessaire, car un large besoin est créé pour des instruments de petite mécanisation ou de travaux de « petite hydraulique ».

Après 1961, le 2ème Plan quinquennal

Le plan quinquennal de 61-65 consolide ces acquis. Il constate qu'« un large marché rural s'est créé, dû à l'intensification des besoins en instruments de travail, en biens de consommation, de la part des coopératives ». A l'évidence, une telle politique fait largement appel à l'initiative locale, stimulée et développée par l'intérêt minimal que trouvent les paysans dans

- l'amélioration des conditions de travail
- la reconstitution de l'unité villageoise traditionnelle
- la fourniture de biens de consommation.

Cette politique nécessite un large appel à la « révolution technique », c'est-à-dire à de petites innovations. Par exemple, le remplacement d'une variété de riz par une autre permet deux récoltes au lieu d'une, ou un accroissement de la production à l'hectare. L'industrie est conçue comme appui au secteur agricole, pour fournir les biens de consommation minima. Elle doit

d'autre part dégager de quoi assurer son auto-accumulation.

Une telle politique a apporté une élévation sensible du niveau de vie de la population, rendant possible une mobilisation permanente des masses. Ce mouvement des masses a permis, dès les premiers raids américains, le **Sô Tau**, c'est-à-dire la dispersion des grands moyens de production. Ainsi, malgré la destruction des grands complexes, comme à Thai-Nguyen, la production industrielle du Nord s'est accrue. Les résultats d'hiver-printemps 1971 sont éloquentes : la norme des cinq tonnes de paddy à l'hectare a été souvent dépassée.

Aujourd'hui, l'escalade rend de plus en plus obligatoire la politique du **Sô Tau**. Elle accroît donc l'intervention consciente des masses dans la gestion économique, renforçant la détermination politique du peuple. Pour ceux qui ont vu le film de Roger Pic « Vietnam vietnamien », le contraste est saisissant entre les rues d'Hanoi gaies, colorées, animées, et celles d'autres capitales d'Etats ouvriers. Le contraste est encore plus frappant avec Saïgon.

Au Sud-Vietnam

Il est impossible de comprendre la mobilisation des masses du Sud Vietnam sans savoir que ce qui s'est passé au Nord se répète au Sud, erreurs en moins. La première chose que font les dirigeants des unités dans les zones libérées est de redistribuer la terre aux paysans. Le pouvoir populaire planifie les réserves agricoles, pour redistribuer aux villages détruits par les raids américains. Il installe dans chaque localité un poste sanitaire ; il organise les activités d'éducation, les travaux sur les voies de communication. Le fait décisif reste néanmoins la **participation active** de la population au pouvoir populaire.

Un tel pouvoir, une telle politique, contribuent à réfuter les accusations de ceux qui voient dans le régime du Nord et dans le FNL un mouvement petit-bourgeois. L'ensemble des mesures prises prouve au contraire une politique de révolution continue.

Voilà ce que les Américains veulent casser. Au Sud par l'urbanisation forcée, au Nord par la guerre de destruction aérienne. Il n'est pas de plus bel exemple de l'internationalisme des dirigeants de la RDV que « pour accomplir leur devoir envers le grand front » au Sud et apporter « leur contribution digne à la révolution mondiale », ils aient accepté le risque de voir détruire leur propre économie.

Gérard CHAOUAT



L'heure des bureaucrates

comment on frappe dans le dos deux camarades en lutte contre le patronat

Deux camarades, Roland Vacher et Jean Catenacci, viennent d'être exclus du syndicat CGT de l'Alsthom St Ouen.

La direction syndicale actuelle n'a donc pas attendu qu'ils soient licenciés... par le patron.

En effet l'Alsthom-Delle (appartenant au trust CGE) ferme ses portes en octobre 72 et met au chômage 500 travailleurs. On se souvient de la grève avec occupation des travailleurs de la Delle en mai 72 en même temps que la grève du Joint Français. Au bout de 20 jours d'occupation les travailleurs de la Delle ont obtenu des indemnités de licenciements substantielles.

Au cours de cette grève Roland Vacher et Jean Catenacci avaient eu la confiance de leurs camarades :

— Jean Catenacci, délégué du personnel CGT, a rempli les fonctions de responsable du Comité de Solidarité aux grévistes.

— Roland Vacher fut choisi par ses camarades pour participer aux négociations avec la Direction à l'Inspection du Travail. Pourtant ils ont été évincés du Xème Congrès CGT de l'Alsthom qui se tenait après la grève et auquel l'un d'entre eux était mandaté par sa section. Ils viennent d'être exclus du syndicat.

Que leur reproche-t-on ?

— D'être nuisibles aux travailleurs ?

Mais comment peut-on être l'ennemi reconnu de la Direction Patronale et être nuisible aux travailleurs dont le syndicat a pour rôle de défendre les intérêts ? Avec 4 autres camarades Roland Vacher reçut une lettre du patron pendant la grève le menaçant de sanction grave pour « entrave à la liberté du travail » (il assumait le piquet de grève) et « refus de reconnaître l'autorité d'un cadre de l'établissement qui avait fait valoir sa position hiérarchique ». Les grévistes aussitôt répliquèrent qu'ils ne reprendraient pas le travail s'il y avait des sanctions et les 5 lettres furent annulées.

— D'appartenir à une organisation politique anti-ouvrière ?

Mais les sections syndicales CGT et CFDT elles-mêmes ont remercié la Ligue Communiste de son action de solidarité lors de la grève (200 000 AF sur les 2 millions d'AF collectés l'ont été par des cellules de la Ligue Communiste).

— « D'avoir une activité fractionnelle de groupe et de ne pas respecter la démocratie interne au syndicat » ?

Nos camarades ont défendu depuis le 17 mars, après l'annonce de la fermeture de l'usine Delle-Alsthom, l'idée de la grève avec occupation. La Direction CGT trouva cela irréaliste, voire aventuriste mais le 20 avril, dans des conditions moins favorables, la proposition de grève avec occupation des locaux de la Direction, fut

reprise par la CGT et la CFDT. N'est-il pas normal qu'existe dans le syndicat différentes conceptions sur la façon de lutter le plus efficacement contre le patronat pourvu que personne ne veuille imposer sa position mais cherche à en convaincre les autres et que tous soient unis dans l'action ? On leur reproche d'avoir distribué la Taube Rouge, feuille de la Ligue Communiste, mais les militants du PCF membres de la CGT diffusent leur bulletins et les statuts de la CGT reconnaissent clairement « le droit des syndiqués d'appartenir et de militer... aux mouvements politiques de leur choix ».

Comment ont-ils été exclus ?

Nos camarades travaillent à la Delle Alsthom et sont membres de la section CGT mensuels qui regroupe les mensuels de la Delle avec ceux de la Savoissienne (2ème entreprise de l'Alsthom à St Ouen).

Mais on a fait voter par correspondance, dans des enveloppes non cachetées, sans que nos camarades puissent adresser leur position à chaque syndiqué en même temps que la motion les diffamant, non seulement les syndiqués mensuels de la Delle avec lesquels ils travaillent mais aussi ceux de la Savoissienne, non seulement leur section syndicale mais encore les 4 autres sections de la Savoissienne et la section « horaires » de la Delle... pourquoi pas toutes les sections des entreprises Alsthom de France !

Et quel est le résultat du vote global réalisé, répétons-le, par correspondance ?

Sur 393 adhérents à la CGT, 270 ont voté (en effet beaucoup ont déjà cherché du travail ailleurs, les plus jeunes sont partis au service militaire).

Nuls : 14
Contre : 50
Pour : 206

187 syndiqués CGT ou se sont abstenus, ou n'ont pas participé au vote, ou ont voté contre : soit 48 %.

Et dans le syndicat « mensuels » Delle-Savoissienne ?

55 votants, plus 2 refus de vote
30 pour
20 contre
3 nuls

(sur les 55 votants il y a notamment les membres du comité d'Etablissement embauchés par la direction actuelle de la CGT).

Et parmi les mensuels travaillant à la Delle ?

On sait seulement que sur les 30 syndiqués (dont plus de 20 avaient été syndiqués par les camarades exclus) il n'y en avait que 9 pour participer au vote !

Non ! Vacher et Catenacci n'ont pas été exclus par leurs camarades !

Licenciés, attaqués par le patronat, ils sont aujourd'hui selon la formule de Georges Séguy « frappés dans le dos » par ceux qui devraient être à la pointe du combat pour l'unité des travailleurs dans la lutte !

R. Yvetot

lettre de remerciements de la CGT et de la CFDT adressée à la Ligue Communiste pour son soutien à la grève de l'Alsthom de mai 72

CGT

CFDT

SECTIONS SYNDICALES CGT-CFDT
DELLE ALSTHOM ST OUEN

Vous nous avez aidés de votre solidarité. Nous vous envoyons, à vous et à tous les camarades qui ont compris notre lutte et ont répondu à notre appel, notre plus grand merci, pour la somme de 2 008,02 Francs.

Après treize jours de grève, notre Direction a reculé et nous avons repris le travail.

Après l'annonce de la fermeture de notre usine et les menaces de licenciements qui en résulteraient (4 à 500) en Octobre, les travailleurs de chez nous cherchaient déjà un emploi stable ailleurs. C'est pour cela que nous exigeons des conditions de départ correct, de la part d'un groupe aussi vaste et aussi puissant qu'Alsthom-CGE. La direction ne voulait accorder que de ridicules indemnités de départ (environ 1 mois pour 10 ans d'ancienneté), préavis non payé s'il n'était pas travaillé.

Grâce à notre lutte de deux semaines 1/2, nous avons obtenu que ceux qui s'en vont, même sans aucune ancienneté, partent avec au moins deux mois et demi d'indemnité. Ce n'est pas un mince résultat quand on connaît la rapacité légendaire de la CGE !

Ce premier succès nous encourage à continuer de lutter contre la fermeture de l'usine, contre les licenciements et plus largement, contre toute la politique actuelle de sous-emploi et de chômage.

Saint Ouen, le 16 mai 1972.

lettre de la direction actuelle de la CGT-Alsthom annonçant l'exclusion de nos deux camarades

CGT

FSM

SYNDICAT DES METAUX
DELLE - ALSTHOM - SAVOISIENNE

Lettre aux syndiqués.

St Ouen, le 12 juillet 1972

Cher (e) Camarade,
Le vote à bulletin secret pour ou contre l'exclusion des camarades Vacher et Catenacci a eu lieu jeudi et vendredi dernier. Voici les résultats :

Votants : 270
Nuls : 14
Pour : 206
Contre : 50

Nous pensons utile d'ajouter à ces résultats les quelques commentaires suivants :

Dans un syndicat, une exclusion est toujours une mesure désagréable à laquelle on ne peut se résoudre de gaité de cœur. Car une exclusion, si elle paraît à certains un geste facile, entraîne toujours avec elle un certain nombre de remous et crée un climat temporairement perturbé.

La majorité s'est prononcée, c'est un fait. A travers cette exclusion, ni l'appartenance politique des syndiqués, ni leur tendance et leurs droits à l'exprimer ne sont remises en cause. Seule est visée, et sera visée pareillement à l'avenir, l'activité fractionnelle de groupe et le non respect de la démocratie interne du syndicat.

Et bien entendu, l'exclusion en question ne vise ni l'activité personnelle, ni la valeur humaine des camarades ; le vote ne fait que constater qu'ils n'ont plus leur place au syndicat CGT de Delle-Alsthom-Savoissienne.

Notre syndicat doit avoir conscience que ces affaires là, toujours pénibles, doivent être traités avec sérieux, mais ne doivent pas nous détourner de notre objectif essentiel qui est plus que jamais la lutte commune, dans une organisation fraternelle et solide, contre l'exploitation capitaliste.

Le Bureau

victoire aux f.j.t!

adir la da da

refrain connu des résidents

● Rue Lafayette, nos chers permanents ont senti très vite d'où venait le vent dans la lutte des Jeunes Travailleurs : comités de grève, comité central de grève, comité de soutien ; brusquement 1 200 jeunes travailleurs au début des vacances se mettent à vouloir faire céder la direction sur les plans :

- non aux augmentations,
- levées des expulsions,
- droit de visite et liberté d'expression et de réunion.

Ils occupent leurs foyers, prennent sans remord les stocks de vivres, s'installent en maître derrière le standard, à la cuisine, etc... Les militants CGT se mettent eux aussi dans la lutte : ils font signer des motions de soutien par leurs sections syndicales, et certains même sont au comité de grève.

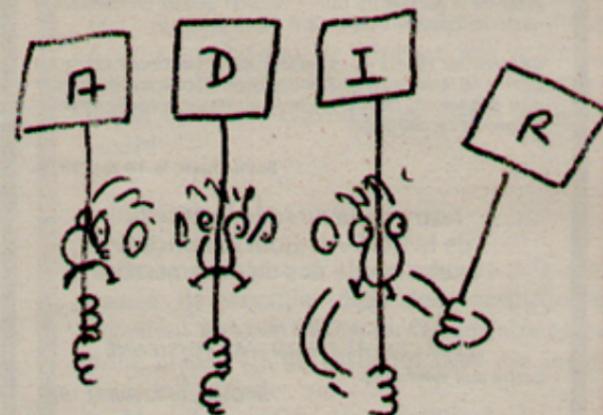
Très vite, c'est l'inquiétude, et la contre-attaque de la direction CGT s'organise rapidement : première étape, soutien (cf. le communiqué URP au Gala de soutien, publié dans le dernier Rouge)... cela ne coûte guère qu'un peu de bonne volonté, et redore le blason de la centrale aux yeux des résidents : n'oublions pas qu'ils ne sont ni drogués, ni anars mais des travailleurs de grosses entreprises !

Mais l'heure des négociations approche, il ne faut pas laisser des jeunes « inexpérimentés » discuter avec la direction : ils risqueraient de se faire avoir...

Dès le vendredi 21 donc, réunion des militants CGT des foyers pour lancer un syndicat croupion, l'ADIR (Association pour l'intérêt des résidents) ; les revendications sont déjà élaborées : plateforme de participation et de gestion, dans laquelle sont noyées et souvent déformées les revendications des résidents.

Négociations dans le dos des grévistes

Le lundi les choses deviennent claires pour tous : l'ADIR est créée pour négocier contre le comité central



- Hé, y'a pas un résident qui veut tenir cette pancarte ?
- Si y'a pas de résident, appelle un permanent !



photo Simonet

Nuit du lundi 24 au mardi 25 juillet

Le débat s'engage entre les résidents en lutte et les directeurs fantoches... ici pas de négociations secrètes !

de grève ! Les négociations entre la direction et le comité central de grève reprennent le 24 à 15h 30 ; à 20h suspension de séance d'une demi-heure à la demande de la direction pour voir si elle acceptait ou non le préalable (levée des expulsions) ; une heure après, elle n'était pas revenue ; on la retrouve autour d'une table avec des inconnus plus quelques militants CGT des foyers : c'est l'ADIR qui négocie dans le dos des grévistes !

Pour la centaine de résidents qui étaient venus appuyer leurs camarades du Comité central, c'est une véritable trahison qui se déroule sous leurs yeux. Il est impossible de rejoindre la salle où la direction discute avec les « fantoches » de l'ADIR, les issues sont fermées ; c'est par une échelle que les représentants des résidents accèdent à la salle : les courageux militants de l'ADIR-croupion quittent le siège de l'ALJT en courant... pas assez vite pour certains d'entre eux qui doivent s'expliquer en bégayant dans la cour ou au coin de la rue...

La direction de la CGT était donc prête à passer sur le ventre des résidents pour ses intérêts propres ; et l'Huma n'hésite pas à le dire ouvertement : nous voulions négocier seuls avec la direction et des gauchistes nous ont chassés pour occuper !

Oui, il y a eu séquestration des directeurs et occupation jusqu'à 5 heures du matin : c'était le seul moyen de commencer réellement des négociations.

Mais les faits et les méfaits de l'ADIR ne s'arrêtent pas là : le lendemain mardi, à 10 h à la reprise des négociations, que voit-on arriver côte à côte ? les 3 directeurs et l'ADIR, ou plutôt quelques résidents CGT (manipulés par le PC sans doute !) et un permanent de l'URP ; nos adiristes demandent sans vergogne à faire des négociations tripartites.

La réponse du Comité Central de grève est nette :

« D'un commun accord entre l'ALJT et les représentants des grévistes... seul le Comité Central de

grève est habilité à reprendre les négociations. D'autre part, nous tenons à préciser que nous repousserons tout accord éventuel pouvant intervenir entre la Direction de l'ALJT et l'ADIR aux termes de négociations entre les deux parties ».

... Et l'ADIR restera sur le trottoir. La mine déconfite ; mais sans s'avouer vaincus, ils demandent rendez-vous pour 13 ou 14 h avec la direction... Cette rencontre entre « gens responsables » n'aura pas lieu car les directeurs sont conviés fermement à manger en compagnie des résidents.

Le soir même se créait officiellement l'ADIR à la Bourse du Travail : certes 200 personnes étaient là, mais qui étaient-elles ? Un quarteron de permanents, des membres des foyers municipaux et 8 résidents des foyers occupés. Certes on a laissé parler par 3 fois les représentants du Comité Central de grève venus encore une fois préciser leurs positions... Mais quand d'autres résidents en grève arrivent vers 22 h 30, et veulent parler, la séance est levée brusquement, un membre du Comité central de grève est « bousculé »... L'ADIR est née !

L'enfant est chétif mais les bureaucrates veillent sur lui. L'Huma du 27 se félicite de la représentativité acquise en quelques jours de l'ADIR et annonce froidement que l'ADIR et les syndicats participeront aux négociations.

C'est vrai ! l'ADIR n'est pas faite pour la lutte, elle est née en dehors d'elle, elle a été créée par la fraction PCF de la CGT pour « négocier » dans le dos des grévistes... Mais, les grévistes ne sont pas prêts à se laisser déposer de leur victoire !

le point sur les négociations

Grâce au rapport de force imposé par les résidents en lutte, la direction de l'ALJT qui dans un premier temps avait répondu par les flics, est obligée de s'asseoir à la même table que le Comité de Grève, le reconnaissant comme seul interlocuteur valable.

Le lundi, la discussion s'engage donc sur le préalable :
- Pas d'expulsion, ni de poursuites judiciaires.

Ce préalable est levé par la pression massive des résidents dans la nuit de mardi. Le lendemain, la direction cède sur la liberté d'expression politique et syndicale. Les résidents demandent à la suite de cet accord dans la journée de mardi, la confirmation par la direction générale, que les poursuites judiciaires sont stoppées ; à 16 h 03, Morane, le PDG de l'ALJT, confirme ; or à 16 h le procès commence !

Le Comité Central de grève a alors la confirmation qu'il a face à lui quatre pantins, chargés de sonder le terrain, Morane ayant lui seul le pouvoir de signer. Dans ces conditions, inutile de discuter plus longtemps.

Le procès sanctionne juridiquement le rapport de force et la victoire des résidents : toutes les poursuites et

expulsions sont stoppées ; l'augmentation n'est pas reconnue, il faut attendre l'expertise. Quant aux services (repas, entretien), la direction doit les faire reprendre.

Jeudi 27 : quatrième victoire pour les résidents. Morane doit sortir de l'ombre et accepter les négociations avec le Comité Central de grève, en présence de représentants syndicaux, à titre d'observateurs, pour éviter toute séquestration !!

Le soir le Comité Central de grève sera fermé : il va exiger :

- la remise en marche des foyers
- liberté d'expression politique et syndicale
- droit de visite 24 h sur 24.

Dès ce soir au cours d'une AG rassemblant des résidents de tous les foyers, occupés ou non, sera discutée la poursuite du mouvement. Il est important d'entendre le refus de l'augmentation aux autres foyers pour que la lutte continue.

Correspondant
jeudi 10 h

soutenez rouge abonnez vous

Abonnements un an : 50 numéros six mois : 25 numéros

	FRANCE	ETRANGER
un an, pli ouvert	65 F	80 F
....., pli fermé	130 F	160 F
six mois, pli ouvert	33 F	40 F
....., pli fermé	66 F	80 F

PAR AVION écrire à Rouge
pour tout changement d'adresse
joindre 1fr50 et la dernière bande

rouge

10, Impasse
Guéméné
Paris 4e
CCP 250-43-88
Paris.

Je désire m'abonner à ROUGE

(ECRIRE EN MAJUSCULES S.V.P.)

NOM
PRENOM
ADRESSE